

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1638

26 juin 2014

SOMMAIRE

Art & Beauté S.à r.l.	78604	MPEP Luxembourg Management S.à r.l.	78586
Dexia Money Market	78603	NW Europe Holdings S.à r.l.	78595
Distinctive Luxembourg S.à.r.l.	78609	PM Equity	78600
Editus Luxembourg S.A.	78614	PM Equity S. à r.l.	78600
EEL Investments S.à r.l.	78614	SES Astra 1L S.à.r.l.	78579
Erste Bank Trading	78608	SK Consortium 2 S.à r.l.	78579
GEMS Property Holdings Sàrl	78609	Solelux S.A.	78578
Global Funds	78580	Square Meter S.A.	78580
Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l.	78604	SRDI (Société de recherche et de développement par informatique)	78581
Guardian Eastern Europe S.à r.l.	78582	SWM HoldCo 2	78610
IKO S. à r.l.	78578	Tyndall Management Services S.A.	78579
ING Lease Luxembourg	78578	Vecal Group S.à r.l.	78581
International Real Estate Management S.A.	78578	VIG Finance S.à r.l.	78582
Les Marres Investissement	78579	VISLAVIE Centre de beauté, de soins et de bien-être S. à r. l.	78580
LiMP S.à r.l.	78604	WestProfil	78581
MPEP 2014 S.C.S., Sicar	78615		

ING Lease Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 31.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014058550/9.

(140067070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

IKO S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 20, rue d'Épernay.
R.C.S. Luxembourg B 164.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.04.2014.

Signature.

Référence de publication: 2014058538/10.

(140067621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

International Real Estate Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 70.426.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting held on June 5th, 2014 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *July 28th, 2014* at 9.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014088181/795/17.

Solelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 119.269.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 3 juin 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *28 juillet 2014* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014088180/795/18.

SES Astra 1L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 105.437.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014058038/9.

(140066414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Tyndall Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 45.837.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014058105/10.

(140066254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

SK Consortium 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 184.775.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession d'actions daté du 23 avril 2014 que l'actionnaire unique de la Société, Bright Global S.A. a cédé la totalité de ses actions, soit 12,500 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune à la société SK Consortium 1 S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 184748.

Par conséquent, le nouvel actionnaire de la Société est à présent la société SK Consortium 1 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 25 avril 2014.

Référence de publication: 2014058803/17.

(140067808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

Les Marres Investissement, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 117.953.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 3 juin 2014, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 28 juillet 2014 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014088177/795/18.

VISLAVIE Centre de beauté, de soins et de bien-être S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 40, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 106.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014058120/10.

(140066954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Square Meter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 142.182.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014058062/10.

(140066260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 137.245.

Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre der Gesellschaft zur Teilnahme an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

ein, die am 14. Juli 2014 um 16.30 Uhr in den Räumen DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A., 38, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, stattfinden wird. Die außerordentliche Generalversammlung hat folgende Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Änderung des Gesellschaftszweckes dahingehend, dass sich die Gesellschaft am Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen orientiert.
2. Entsprechende Änderung der Satzung bezüglich der "Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen" und weitere redaktionelle Anpassungen an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Satzung kann bei der Deka International S.A., 5, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, der International Fund Management S.A., 3, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, und der DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A., 38, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, eingesehen werden.

Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass die Beschlussfähigkeit der Versammlung ein Quorum von fünfzig Prozent des Aktienkapitals der Gesellschaft erfordert. Vordrucke für Stimmrechtsvollmachten sind am eingetragenen Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Anwesenheitsquorum und die Mehrheitserfordernisse in der Generalversammlung werden entsprechend der Anzahl der am fünften Tag vor der Generalversammlung um Mitternacht (Ortszeit Luxemburg) ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Anteile bestimmt.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien daher durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, haben den Verwaltungsrat hiervon mindestens fünf Kalendertage vor der Versammlung in Kenntnis zu setzen.

Der Prospekt nebst Satzung kann bei der Deka International S.A. 5, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, den depotführenden Stellen und der Zahlstelle kostenfrei angefordert werden.

Luxemburg, im Juni 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014088178/1208/34.

Vecal Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 186.277.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68484 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014058115/10.

(140066818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

SRDI (Société de recherche et de développement par informatique), Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 100.819.

Monsieur Jean-Marc DEMOULIN, demeurant à 5170 Lustin (Belgique), 41, rue Covis démissionne de ses fonctions de délégué à la gestion journalière avec effet au 31 mars 2014.

Luxembourg, le 24 avril 2014.

Référence de publication: 2014058063/10.

(140066577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

WestProfil, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 109.089.

Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre der Gesellschaft zur Teilnahme an der

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

ein, die am 14. Juli 2014 um 15.30 Uhr in den Räumen DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A., 38, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, stattfinden wird. Die außerordentliche Generalversammlung hat folgende Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Änderung des Gesellschaftszweckes dahingehend, dass sich die Gesellschaft am Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen orientiert.
2. Entsprechende Änderung der Satzung bezüglich der "Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen" und weitere redaktionelle Anpassungen an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Satzung kann bei der Deka International S.A., 5, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, der International Fund Management S.A., 3, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, und der DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A., 38, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, eingesehen werden.

Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass die Beschlussfähigkeit der Versammlung ein Quorum von fünfzig Prozent des Aktienkapitals der Gesellschaft erfordert. Vordrucke für Stimmrechtsvollmachten sind am eingetragenen Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Anwesenheitsquorum und die Mehrheitserfordernisse in der Generalversammlung werden entsprechend der Anzahl der am fünften Tag vor der Generalversammlung um Mitternacht (Ortszeit Luxemburg) ausgegebenen und im Umlauf befindlichen Anteile bestimmt.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien daher durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen.

Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Generalversammlung teilnehmen möchten, haben den Verwaltungsrat hiervon mindestens fünf Kalendertage vor der Versammlung in Kenntnis zu setzen.

Der Prospekt nebst Satzung kann bei der Deka International S.A. 5, rue des Labours, L-1912 Luxemburg, den depotführenden Stellen und der Zahlstelle kostenfrei angefordert werden.

Luxemburg, im Juni 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014088179/1208/34.

**Guardian Eastern Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. VIG Finance S.à r.l.).**

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 179.334.

In the year two thousand and fourteen,

On the tenth day of June,

Before Maître Emile SCHLESSER, civil law notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Appeared:

“Guardian Europe S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Echternach, on 21 January 1986, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 82 of 3 April 1986, whose articles of association have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary on 12 November 2012, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 3,096 of 28 December 2012, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser and registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B and number 23,829 (the “Sole Shareholder”),

here duly represented by Mrs. Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, residing in Strassen,
by virtue of a proxy given under private seal on 6 June 2014.

The said power of attorney, initialled “ne varietur” by the representative of the party appearing and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed in order to be formalised with it. The party appearing, represented as indicated above, declares that it is the sole shareholder of “VIG FINANCE S.à r.l.” (the “Absorbing Company”), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, incorporated by deed of the undersigned notary on 25 July 2013, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 2,393 of 27 September 2013, whose articles of association have not been amended yet, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B and number 179,334.

According to the joint partial demerger proposal dated 29 April 2014, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 1158 of 8 May 2014 (the “Joint Partial Demerger”), it has been decided to perform a partial spin-off of “Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l.” (the “Demerged Company”), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, incorporated by deed of the undersigned notary on 7 May 2001, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 1,071 of 27 November 2001, whose articles of association have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary on 11 December 2013, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C” number 561 of 3 March 2014, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B and number 81,944, by way of absorption of the participation held by the Demerged Company in “Guardian Steklo Services LLC”, a company existing under the laws of Russia, having its registered office at Uzhniy Promuzel District, 17a, 390011 Ryazan, Ryazan Region, and registered with the Inter-district Inspectorate of the Russian Federation FTS No. 3 for Ryazan Region, under number OGRN 1106230003428 (the “Transferred Company”). The Demerged Company holds a 99.9015% participation in the share capital of the Transferred Company.

The Absorbing Company and the Demerged Company shall be collectively referred to as the “Companies”.

The party appearing, represented as indicated above, has adopted the following resolutions:

First resolution

In accordance with article 295, paragraph (1) of the law on commercial companies dated on 10 August 1915, as amended (the “Law”), the following documents have been held available for inspection by the Sole Shareholder at the registered office of each of the Companies:

- Joint Partial Demerger Proposal;
- annual accounts for the Absorbing Company for the first financial year, with the corresponding report on the annual accounts drawn-up by its board of managers;
- annual accounts for the Demerged Company for the last three (3) accounting years, with the corresponding reports on the annual accounts drawn-up by its board of managers;
- interim accounts for the Absorbing Company as at 31 March 2014;
- interim accounts for the Demerged Company as at 31 March 2014.

A copy of the confirmation letter, certifying that the above listed documents have been held available at the registered office of each of the Companies for inspection by the Sole Shareholder, shall remain annexed to this deed and registered therewith after having been signed “ne varietur” by the representative of the party appearing and the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder further finds that no expert's report and no written report of the managers of the Companies explaining and justifying the Joint Partial Demerger from a legal and economic point of view have been presented to it, since the Sole Shareholder waived its right to get provided with such reports in a letter dated 29 April 2014.

A copy of the waiver letter shall remain annexed to this deed and registered therewith after having been signed "ne varietur" by the representative of the party appearing and the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to acknowledge the Valuation Report (Statement of Contribution Value) issued by the board of managers of the Absorbing Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides to approve the Joint Partial Demerger.

The Demerged Company shall transfer part of its assets and liabilities corresponding to all the shares held by the Demerged Company in the Transferred Company to the Absorbing Company. The allocation is based on a balance sheet of the Demerged Company as at 31 March 2014.

The only assets of the Demerged Company which will be transferred and allocated to the Absorbing Company through the effect of the partial demerger are thus all the shares held by the Demerged Company in the Transferred Company. There are no liabilities of the Demerged Company which will be transferred and allocated to the Absorbing Company.

Any asset or liability not allocated or not described in the Joint Partial Demerger will remain with the Demerged Company.

Furthermore, the partial demerger will not cause the dissolution of the Demerged Company which will continue to exist.

The Sole Shareholder resolves that from an accounting and tax perspective the operations of the Companies shall be considered as carried out in the name and on behalf of the Absorbing Company as from 1 June 2014 (included).

Fifth resolution

The transferred asset has a total net asset fair market value of sixty-one million fifty-two thousand three hundred Euro (EUR 61,052,300.00).

Consequently, the Sole Shareholder shall in its capacity as sole shareholder of the Absorbing Company be entitled to receive one (1) new share for a subscription price of sixty-one million fifty-two thousand three hundred Euro (EUR 61,052,300.00) out of which twenty-five Euro (EUR 25.00) shall be allocated to the share capital of the Absorbing Company and sixty-one million fifty-two thousand two hundred seventy-five Euro (EUR 61,052,275.00) shall be allocated to the share premium of the Absorbing Company.

Sixth resolution

As a consequence of the aforementioned resolutions, the share capital of the Absorbing Company is increased by an amount of twenty-five Euro (EUR 25.00) to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) up to twelve thousand five hundred twenty-five Euro (EUR 12,525.00) represented by five hundred one (501) shares having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each, with a total share premium of sixty-one million fifty-two thousand two hundred seventy-five Euro (EUR 61,052,275.00).

Seventh resolution

As a result of the foregoing, the Sole Shareholder decides to amend the first paragraph of Article 6 of the Articles of Incorporation of the Absorbing Company and to replace the current text by the following:

" Art. 6. first paragraph (English version). The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred twenty-five Euro (EUR 12,525.00) represented by five hundred one (501) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each".

Eighth resolution

The Sole Shareholder decides to change the name of the Absorbing Company from "VIG FINANCE S.à r.l." into "Guardian Eastern Europe S.à r.l.".

Ninth resolution

As a result of the foregoing, the Sole Shareholder decides to amend Article 4 of the Articles of Incorporation of the Absorbing Company and to replace the current text by the following:

" Art. 4. (English version). The Company will assume the name of "Guardian Eastern Europe S.à r.l."."

Tenth resolution

The partial demerger will be effective towards third parties following the publication in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" of the minutes of the extraordinary general meeting of the Companies approving the partial demerger.

Eleventh resolution

In accordance with Article 301 of the Law, further to the approval of the partial demerger by the Demerged Company prior to this extraordinary general meeting, the Sole Shareholder finds that the partial demerger has been carried out as of today, however without prejudice to the provisions of the first paragraph of Article 302 of the Law, concerning the effects of the partial demerger towards third parties.

The undersigned notary, who understands and speaks English, finds that at the request of the party appearing the present deed is drawn up in English, followed by a French version; at the request of the same party appearing and in case of discrepancies between the French and English texts, the English text shall will be prevailing.

Since there was nothing remaining on the agenda, the meeting rose.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the representative of the party appearing, known to the notary by name, surname, civil status and residence, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix juin.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

“Guardian Europe S.à r.l.“, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Echternach, en date du 21 janvier 1986, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 82 du 3 avril 1986, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 novembre 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 3096 du 28 décembre 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 23.829 (l’“Associée unique“),

ici dûment représentée par Madame Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, demeurant à Strassen, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 6 juin 2014.

Ladite procuration, paraphée “ne varietur“ par la représentante de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, déclare être la seule associée de “VIG FINANCE S.à r.l.” (la “Société Absorbante“), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 juillet 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2393 du 27 septembre 2013 et dont les statuts n'ont été pas été modifiés depuis lors, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 179.334.

Conformément au projet commun de scission partielle daté du 29 avril 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1158 du 8 mai 2014 (le “Projet Commun de Scission Partielle“), il a été décidé de réaliser une scission partielle de “Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l.” (la “Société Scindée“), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 7 mai 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1071 du 27 novembre 2001 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 décembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 561 du 3 mars 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 81.944, par absorption de la participation détenue par la Société Scindée dans “Guardian Steklo Services LLC“, une société existant sous les lois de Russie, inscrite à l'Inspection interdistrict de la Fédération de Russie FTS No. 3 sous le numéro OGRN 1106230003428 et ayant son siège social à Uzhiy Promuzel District, 17a, 390011 Ryazan, Région du Ryazan (la “Société Transférée“).

La Société Scindée détient une participation à hauteur de 99,9015% de la Société Transférée.

La Société Absorbante et la Société Scindée seront collectivement dénommées les “Sociétés“.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à l'article 295 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), les documents suivants ont été mis à la disposition de l'Associée unique pour consultation, et ce, au siège social de chacune des Sociétés:

- le Projet Commun de Scission Partielle;
- les comptes annuels de la Société Absorbante du premier exercice financier ainsi que le rapport de gestion qui s'y rapporte;
- les comptes annuels de la Société Scindée des trois (3) derniers exercices financiers ainsi que les rapports de gestion qui s'y rapportent;
- les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 31 mars 2014;
- les comptes intermédiaires de la Société Scindée au 31 mars 2014.

Une copie de ladite attestation, certifiant le dépôt de ces documents pour chacune des Sociétés, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée et ce, après avoir été signée "ne varietur" par la représentante de la partie comparante et le notaire soussigné.

Deuxième résolution

L'Associée unique constate en outre qu'aucun rapport d'expert, ni aucun rapport écrit des gérants des Sociétés expliquant et justifiant le Projet Commun de Scission Partielle d'un point de vue juridique et économique ne lui a été présenté, l'Associée unique ayant décidé d'y renoncer en date du 29 avril 2014.

Une copie de la lettre de renonciation (waiver letter) restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée et ce, après avoir été signée "ne varietur" par la représentante de la partie comparante et le notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associée unique décide d'accepter le rapport d'évaluation (Statement of Contribution Value) émis par le conseil de gérance de la Société Absorbante.

Quatrième résolution

L'Associée unique décide d'approuver le Projet Commun de Scission Partielle.

La Société Scindée va ainsi transférer une partie de son actif et de son passif correspondant à toutes les parts sociales détenues par la Société Scindée dans la Société Transférée, à la Société Absorbante. La répartition se fera sur la base du bilan de la Société Scindée au 31 mars 2014.

Les seuls actifs de la Société Scindée qui seront transférés et alloués à la Société Absorbante par l'effet de la scission partielle sont donc toutes les parts sociales détenues par la Société Scindée dans la Société Transférée. Aucun élément de passif de la Société Scindée ne sera transféré et alloué à la Société Absorbante.

Tout actif ou passif non alloué ou non décrit dans le Projet Commun de Scission Partielle restera dans le patrimoine de la Société Scindée.

De plus, la scission partielle ne provoquera pas la dissolution de la Société Scindée, qui continuera d'exister.

L'Associée unique décide que la date à partir de laquelle les droits et obligations des Sociétés, d'un point de vue comptable et fiscal, seront considérés comme ayant été transférés à la Société Scindée, est fixée au 1^{er} juin 2014 (inclus).

Cinquième résolution

L'actif transféré a une juste valeur marchande d'actif net de soixante et un millions cinquante-deux mille trois cents euros (EUR 61.052.300,00).

Par conséquent, l'Associée unique sera en droit de recevoir en sa qualité d'associée unique de la Société Scindée une (1) nouvelle part sociale dans le capital social de la Société Absorbante pour un prix de souscription de soixante et un millions cinquante-deux mille trois cents euros (EUR 61.052.300,00) dont vingt-cinq euros (EUR 25,00) seront alloués au capital social de la Société Absorbante et soixante et un millions cinquante-deux mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 61.052.275,00) seront alloués à la prime d'émission de la Société Absorbante.

Sixième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, le capital social de la Société Absorbante est augmenté d'un montant de vingt-cinq euros (EUR 25,00), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 12.525,00) représenté par cinq cent une (501) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, avec une prime d'émission totale de soixante et un millions cinquante-deux mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 61.052.275,00).

Septième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associée unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société Absorbante dont la teneur sera dorénavant la suivante:

" **Art. 6. alinéa premier (version en français).** Le capital social est fixé à douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 12.525,00) représenté par cinq cent une (501) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune".

Huitième résolution

L'Associée unique décide de changer la dénomination de la Société Absorbante de "VIG FINANCE S.à r.l." en "Guardian Eastern Europe S.à r.l."

Neuvième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associée unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société Absorbante dont la teneur sera désormais la suivante:

" **Art. 4. (version en français).** La Société prend la dénomination de "Guardian Eastern Europe S.à r.l."."

Dixième résolution

La scission partielle sera effective à l'égard des tiers suite à la publication des assemblées générales extraordinaires des Sociétés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, approuvant la scission partielle.

Onzième résolution

Conformément à l'article 301 de la Loi, vu l'approbation de la scission partielle par la Société Scindée, préalablement aux présentes, l'Associée unique constate la réalisation de la scission partielle à la date de ce jour, sans préjudice toutefois quant aux dispositions du premier paragraphe de l'article 302 de la Loi concernant les effets de la scission partielle à l'égard des tiers.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte anglais fera foi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. McELFRESH, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 juin 2014. Relation: LAC/2014/26996. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014087386/245.

(140103032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

MPEP Luxembourg Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 187.083.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of May,
Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

RWB Group AG, a public limited liability company organized under the laws of Germany, having its registered office at Keltenring 5, 82041 Oberhaching, Germany, and registered with the commercial register of the local court of Munich under number HRB 123288, represented by its managers Horst Güdel and Norman Lemke,

here represented by Marcus PETER, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 7 May 2014.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has declared its intention to incorporate by the present deed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (hereafter the “Company”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the “Law”) and the law on alternative investment fund managers of 12 July 2013 (the “AIFM Law”) as amended from time to time, the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as amended from time to time (the «2010 Law») as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”) and shall act as alternative investment funds manager under the AIFM Law and as Chapter 16 management company under the 2010 Law.

Art. 2. Name. The name of the Company is “MPEP Luxembourg Management S.à r.l.”.

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Board of Managers (as defined hereafter).

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the Board of Managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object.

4.1 The Company shall carry out any activities related to the creation, promotion, administration and management (including but not limited to portfolio and risk management) of alternative investment funds (“AIF”) including any company organised under the Luxembourg Law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital as amended from time to time (the “SICAR Law”) and any specialised investment fund organized under the Luxembourg Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds as amended from time to time (the «SIF Law»).

4.2 The Company may in general carry out any activities it deems beneficial to achieving the objectives under article 4.1 above within the limitations of and in accordance with the provisions of the AIFM Law (in particular the activities referred to in Annex I of the AIFM Law), the SICAR Law, the SIF Law as well as article 125-2 of the 2010 Law. To this regard the Company may enter into any contract, purchase, sell, exchange and deliver any securities or real estate assets, and proceed to any registrations and transfers in the Company’s name on behalf of the AIFs and holders of shares or units of an AIF, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the AIFs.

4.3 The Company is not permitted to manage undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) subject to Directive 2009/65/EC and Part I of the 2010 Law.

4.4 The Company’s object is further to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.5 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. Capital - Transfer of shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at one hundred and seventy-five thousand Euro (EUR 175,000.-) represented by one hundred and seventy-five thousand (175,000) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the “Shares”). The holders of the Shares are together referred to as the “Shareholders” and individually as a “Shareholder”.

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.3. All Shares will have equal rights.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2. In case there is more than one Shareholder, Shares are freely transferable among the Shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-Shareholders may only be made with the prior approval given in a general meeting of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

7.3. Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

7.4. The Company may repurchase its own Shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

Title III. Management and supervision

Art. 8. Management. The Company is managed by several managers appointed by the general meeting of Shareholders. They will constitute a board of managers (the “Board of Managers” each member individually, the “Manager”). The Managers need not to be Shareholder of the Company. The Managers may be revoked ad nutum by decision of the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Powers.

9.1. In dealing with third parties, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

9.2. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

9.3. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Board of Managers represented by the Manager delegated for this purpose.

9.4. The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of any two members of the Board of Managers, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

Art. 10. Delegations.

10.1. The Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.2. The Board of Managers shall determine this agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company’s interest so requires or upon call of any Manager of the Company. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.2. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail or letter another Manager as his proxy.

11.3. Meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg. The Board of Managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the votes of the Managers present either in person or by proxy. In case a chairman is appointed he shall have a casting vote.

11.4. Written resolutions signed by all the members of the Board of Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

11.5. Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communication device (including a telephone and video-conference), which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

11.6. The minutes of a meeting of the Board of Managers may be signed (i) by all Managers present or represented at the meeting, or (ii) by any two (2) Managers present or represented at the meeting, or (iii) by the chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Managers or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Managers at such meeting of the Board of Managers.

11.7. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Art. 12. Interim dividends. The Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

Art. 13. Audit.

13.1 The audit of the Company's annual accounts shall be entrusted to one or several external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), appointed by the general meeting of shareholders of the Company.

13.2 They may be re-elected and removed at any time.

Title IV. General meeting of shareholders

Art. 14. Powers - Holding of general meetings.

14.1. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

14.2. In case of a single Shareholder owning all the Shares, it shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under section XII of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes.

14.3. In case there is more than one Shareholder, decisions of the Shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

14.4. Shareholders meetings may be convened by a Manager.

14.5. If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14.6. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

Art. 15. Majorities.

15.1. The resolutions shall be validly taken insofar as Shareholders representing more than half of the capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

15.2. Resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

15.3. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title V. Financial year - Profits - Reserves

Art. 16. Financial year.

16.1. The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

16.2. Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the Board of Managers.

Art. 17. Profits - Reserves.

17.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

17.2. From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution - Liquidation.

18.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

18.2. The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

18.3. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the general meeting of Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

18.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in proportion to their respective shareholding.

Title VII. Applicable law

Art. 19. Applicable law. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2014.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:

RWB Group AG, prenamed, has subscribed to:

One hundred and seventy-five thousand Shares 175,000 Shares

The Shares have been fully paid up by a contribution in cash of one hundred and seventy-five thousand Euro (EUR 175,000.-).

The amount of one hundred and seventy-five thousand Euro (EUR 175,000.-) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is located at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

2. The following persons have been appointed as Managers of the Company for an undetermined term:

2.1 Mr. Horst GÜDEL, born on 11 March 1954, in Düsseldorf, Germany, with professional address at Keltenring 5, 82041 Oberhaching, Germany;

2.2 Christoph KOSSMANN, born on 21 June 1957, in Homburg, Germany, with professional address at SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; and

2.3 Flavio Claudio MARZONA, born on 9 August 1971, in Luxembourg, with professional address at SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

3. The following has been appointed as external auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2014:

Ernst & Young S.A., with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under Number 47.771.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achten Mai.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

ERSCHIENEN:

RWB Group AG, eine ordnungsgemäß nach deutschen Recht errichtete Aktiengesellschaft mit eingetragenem Sitz in Keltenring 5, 82041 Oberhaching, Deutschland und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRB 123288, vertreten durch ihre Geschäftsführer Horst Güdel und Norman Lemke,

diese vertreten durch Marcus PETER, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, per Vollmacht erteilt unter dem 7. Mai 2014.

Die vorgenannte Vollmacht wird, nachdem sie "ne varietur" durch den Vertreter der erschienenen Partei und durch den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde, dieser notariellen Urkunde zum Zweck der Registrierung beigelegt bleiben.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichnenden Notar gebeten, wie folgt die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) festzustellen, die hiermit gegründet wird:

Titel I. Form - Name - Sitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Form. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, welche den auf eine solche Gesellschaft anwendbaren bestehenden luxemburgischen Gesetzen unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (hiernach das „Gesetz“) und dem Gesetz vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das „AIFM Gesetz“), dem Gesetz von 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung (das „2010 Gesetz“) und der vorliegenden Satzung (die „Satzung“). Die Gesellschaft handelt als Verwalter alternativer Investmentfonds unter dem AIFM Gesetz und als Verwaltungsgesellschaft nach Kapitel 16 des 2010 Gesetzes.

Art. 2. Name. Der Name der Gesellschaft lautet "MPEP Luxembourg Management S.à r.l."

Art. 3. Sitz.

3.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.

3.2. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung (wie unten definiert), für den die Vorschriften über die Änderung der Satzung gelten, an jeden anderen Ort im Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3.3. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Vorstands (wie unten definiert) an einen anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

3.4. Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität am Gesellschaftssitz erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind. Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die, ungeachtet der vorübergehenden Verlegung des Sitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Die Gesellschaft führt alle Aktivitäten aus, die im Zusammenhang mit der Gründung, dem Vertrieb, der Administration und der Verwaltung (einschließlich der Portfolioverwaltung und Risikomanagement) alternativer Investmentfonds ("AIF") stehen einschließlich von Gesellschaften gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 15. Juni 2004 über Risikoanlage-Gesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (das "SICAR Gesetz") und Spezial-Investmentfonds nach dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezial-Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das "SIF Gesetz").

4.2 Die Gesellschaft darf allgemein alle Aktivitäten ausüben, die sie als geeignet zur Erreichung des Zwecks nach dem vorgenannten Artikel 4.1 hält, innerhalb der Beschränkungen und im Einklang mit den Regelungen des AIFM Gesetzes (insbesondere die Aktivitäten gemäß Annex I des AIFM Gesetzes), des SICAR Gesetzes, des SIF Gesetzes sowie Artikel 125-2 des 2010 Gesetzes. Zu diesen Zwecken darf die Gesellschaft jegliche Verträge schließen und Wertpapiere oder Immobilienvermögen verkaufen, austauschen und ausgeben und jegliche Eintragungen und Übertragungen von Rechten und Privilegien, insbesondere aller Stimmrechte, die Bestandteil der Wertpapiere sind, welche die Vermögenswerte des AIF darstellen, im Namen der Gesellschaft oder im Namen der AIF und der Gesellschafter von AIF vornehmen.

4.3. Der Gesellschaft ist es nicht gestattet, Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW), die der Richtlinie 2009/65/EG und Teil I des 2010 Gesetzes unterliegen, zu verwalten.

4.4 Der Gegenstand der Gesellschaft liegt des weiteren im Erwerb und Halten von Beteiligungen des Fonds, direkt oder indirekt, in irgendeiner Form in anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, durch, unter anderem, die Zeichnung oder den Erwerb von Wertpapieren und Rechten durch Beteiligung, Einlage, Übernahme einer Emission, Festkauf oder Kaufoption, Verhandlungen oder auf andere Weise, oder von Finanzschuldinstrumenten in welcher Form auch immer, und solche Beteiligungen zu verwalten, zu entwickeln und zu administrieren.

4.5 Zusätzlich zu dem Vorangegangenen darf die Gesellschaft alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Transaktionen und allgemein sowohl jede Handlung vornehmen, die notwendig oder nützlich ist, um ihren Gesellschaftszweck zu erreichen, als auch jede Transaktion vornehmen, die direkt oder indirekt mit den oben beschriebenen Gebieten in Verbindung steht, um die Erreichung des Gesellschaftszwecks in allen oben genannten Gebieten zu erleichtern.

Art. 5. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital - Übertragung von Anteilen

Art. 6. Gesellschaftskapital.

6.1. Das Gesellschaftskapital beträgt hundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 175.000,-), eingeteilt in hundertfünfundsiebzigtausend Anteile (175.000) zu einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1.-) (im folgenden die "Anteile"). Die Anteilseigner werden gemeinsam und einzeln jeweils als „Gesellschafter“ bezeichnet.

6.2. Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Anteilagio-Konto eingerichtet werden, in welches Agio, das auf Anteile gezahlt wird, übertragen wird. Der Betrag dieses Agio-Kontos steht der Gesellschafterversammlung zur freien Verfügung. Der Betrag des Agio-Kontos darf wie folgt genutzt werden: Für die Zahlung von Anteilen, welche die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern oder ihrem Gesellschafter zurückkauft, zur Aufrechnung mit realisierten Nettoverlusten, zur Ausschüttung an einen oder die Gesellschafter oder zur Zuteilung von Beträgen zur gesetzlichen Reserve oder anderen Rückstellungen.

6.3. Alle Anteile sind gleichberechtigt.

Art. 7. Übertragung von Anteilen.

7.1. Die Anteile können, solange es nur einen Gesellschafter gibt, von diesem Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

7.2. Gibt es mehr als einen Gesellschafter, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

7.3. Eine Übertragung von Anteilen muss eine notarielle oder private Urkunde dokumentiert werden. Eine Übertragung von Anteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten erst dann wirksam, wenn sie gemäß Artikel 190 des Gesetzes und Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches der Gesellschaft angezeigt oder von ihr anerkannt wurde.

7.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichende verteilbare Reserven zu diesem Zweck.

Titel III. Geschäftsführung und Vertretung

Art. 8. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird von mehreren Geschäftsführern, welche durch Beschluss der Gesellschafter ernannt werden, verwaltet. Sie bilden gemeinsam einen Vorstand (der „Vorstand“, einzelne Geschäftsführer werden bezeichnet als „Vorstandsmitglied“). Die Vorstandsmitglieder können Nichtgesellschafter sein. Die Vorstandsmitglieder können jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Art. 9. Befugnisse.

9.1. Der Vorstand wird gegenüber Dritten mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können.

9.2. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung den Gesellschaftern vorbehalten ist, unterliegen der Zuständigkeit des Vorstands.

9.3. Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt das vom Vorstand dafür autorisierte Vorstandsmitglied die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

9.4. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern rechtswirksam verpflichtet. Die Gesellschaft wird auch durch die Unterschrift einer Person verpflichtet, die vom Vorstand mit entsprechender Vollmacht ausgestattet wurde.

Art. 10. Vertretung.

10.1. Der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

10.2. Der Vorstand bestimmt die Befugnisse und Vergütung (falls eine solche vorhanden ist) des Vertreters, die Dauer und alle anderen relevanten Merkmale seines Mandats.

Art. 11. Vorstandssitzung.

11.1. Der Vorstand soll tagen, so oft es die Geschäfte der Gesellschaft erfordern oder auf Antrag eines Vorstandsmitglieds. Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Vorstands bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind.

11.2. Ein Vorstandsmitglied kann einem anderen Vorstandsmitglied eine Vollmacht durch Telegramm, Faksimile, elektronische Post oder Brief erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

11.3. Alle Sitzungen des Vorstands finden in Luxemburg statt. Der Vorstand kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst. Ist ein Vorsitzender des Vorstands bestellt, gibt seine Stimme bei Stimmgleichheit den Ausschlag.

11.4. Umlaufbeschlüsse, welche von allen Vorstandsmitgliedern unterzeichnet sind, sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Vorstands gefasst wurde. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

11.5. Jedes Vorstandsmitglied, welches an einer Vorstandssitzung mittels eines Kommunikationsgeräts (einschließlich Telefon und Videokonferenz) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls mittels Kommunikationsgerät) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, andere Vorstandsmitglieder jederzeit während der Sitzung zu hören und von diesen selbst gehört zu werden, gilt als für diese Vorstandssitzung anwesend und wird bei der Bestimmung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt. Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so gilt der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

11.6. Das Protokoll der Vorstandssitzung kann von folgenden Personen unterzeichnet werden: (i) Von allen in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitgliedern, oder (ii) von zwei (2) in der Sitzung anwesenden oder vertretenen Vorstandsmitgliedern, oder (iii) vom Vorstandsvorsitzenden und dem Schriftführer, sofern in der Vorstandssitzung ein solcher benannt wurde, oder (iv) jeder Person, die durch den Vorstand in der Vorstandssitzung entsprechend ermächtigt wurde.

11.7. Auszüge werden von einem Vorstandsmitglied oder von einer Person, welche während einer Vorstandssitzung von einem Vorstandsmitglied ernannt wurde, beglaubigt.

Art. 12. Abschlagsdividenden. Der Vorstand kann die Ausschüttung von Abschlagsdividenden aufgrund eines Zwischenabschlusses beschließen, welcher belegt, dass ausreichende Beträge zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; wobei dies voraussetzt, dass der auszuschüttende Betrag nicht die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und verteilbare Rücklagen, aber vermindert um die vorgetragenen Verluste und Beträge, die einer Rücklage gemäß dem Gesetz oder dieser Satzung zuzuführen sind, übersteigen darf.

Art. 13. Wirtschaftsprüfung.

13.1 Die Prüfung der Jahresabschlüsse wird einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern (réviseurs d'entreprises agréés) anvertraut. Die Wirtschaftsprüfer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt.

13.2 Die Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden; sie können auch jederzeit abberufen werden.

Titel IV. Gesellschafterversammlung

Art. 14. Vollmachten - Gesellschafterversammlung.

14.1. Jeder Gesellschafter hat das Recht zur Abgabe einer Stimme in der Gesellschafterversammlung.

14.2. Gibt es nur einen Gesellschafter, welche alle Anteile hält, übt dieser alle Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes eingeräumt werden. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden schriftlich festgehalten und in einem Sitzungsprotokoll aufgezeichnet.

14.3. Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder auf Veranlassung des Vorstands durch schriftlichen Beschluss. In diesem Fall ist der genaue Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse an alle Gesellschafter zu übersenden. Jeder Gesellschafter gibt dann seine Stimme schriftlich ab.

14.4. Gesellschafterversammlungen können von einem Vorstandsmitglied einberufen werden.

14.5. Eine Ladung ist nicht erforderlich, wenn alle Gesellschafter bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichten.

14.6. Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt. Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und an seiner Stelle abzustimmen.

Art. 15. Mehrheiten.

15.1. Ein Beschluss ist wirksam gefasst, wenn er von Gesellschaftern gefasst wurde, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird diese Mehrheit nicht in der ersten Gesellschafterversammlung oder in der ersten schriftlichen Beschlussfassung erreicht, werden die Gesellschafter durch per Einschreiben versandten Brief zu einer zweiten Gesellschafterversammlung oder zu einer zweiten schriftlichen Beratung geladen, und die Beschlüsse werden wirksam durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von dem Anteil des vertretenen Gesellschaftskapitals.

15.2. Beschlüssen zur Abänderung dieser Satzung der Gesellschaft müssen stets eine Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter zustimmen, welchen zumindest drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals gehören, gemäß den Vorschriften des Gesetzes.

15.3. Jedoch erfordert jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter, gemäß den Vorschriften des Gesetzes.

Titel V. Geschäftsjahr - Gewinne - Reserven

Art. 16. Geschäftsjahr.

16.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

16.2. Am 31. Dezember jedes Jahres bereitet der Vorstand eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung vor sowie ein Inventar, das den Wert der Aktiva und der Verpflichtungen der Gesellschaft angibt.

Art. 17. Gewinne - Reserven.

17.1. Die Einkünfte der Gesellschaft nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Rückstellungen stellt den Nettogewinn dar.

17.2. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt; dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, sobald der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reserve wieder aufgenommen werden, wenn die Reserve, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde. Der Restbetrag steht der Gesellschafterversammlung zur Verfügung.

Titel VI. Auflösung - Liquidation

Art. 18. Auflösung - Liquidation.

18.1. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aussetzung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

18.2. Die Gesellschaft kann nur durch einen Beschluss der Gesellschafter aufgelöst werden, der von der Anzahl der Hälfte (50%) der Gesellschafter, welche drei Viertel (75%) des Gesellschaftskapitals halten, gefasst wird.

18.3. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden. Die Geschäftsversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Vergütung.

18.4. Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag wird verwendet, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen. Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer jeweiligen Gesellschaftsbeteiligung ausgezahlt.

Titel VII. Geltendes Recht

Art. 19. Geltendes Recht. Alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, werden nach den bestehenden gesetzlichen Regelungen bestimmt.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Nachdem diese Satzung wie obenstehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, wie folgt Anteile der Gesellschaft zu zeichnen:

RWB Group AG, vertreten wie oben angegeben, zeichnet:

Hundertfünfundsiebzigtausend 175.000 Anteile

Die Anteile wurden vollständig durch Barzahlung in Höhe von hundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 175.000,-) eingezahlt.

Der Gesellschaft steht der Betrag von hundertfünfundsiebzigtausend Euro (EUR 175.000,-) zur Verfügung, was von dem Notar, welcher diese Urkunde unterzeichnet, bestätigt wird.

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr EUR 2.500.-geschätzt.

Beschluss der Alleinigen Gesellschafterin

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die alleinige Gesellschafterin, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

4. Der Sitz der Gesellschaft wird errichtet in 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg;

5. Als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt:

5.1 Horst GÜDEL, geboren am 11. März 1954, in Düsseldorf, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in Keltenring 5, 82041 Oberhaching, Deutschland;

5.2 Christoph KOSSMANN, geboren am 21. Juni 1957, in Homburg, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

5.3 Flavio Claudio MARZONA, geboren am 9. August 1971, in Luxembourg, mit beruflicher Anschrift in SGG S.A., 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; und

6. Als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft mit einer Mandatsdauer bis zur Beendigung der Gesellschafterversammlung, welche über den Jahresabschluss der Gesellschaft zum 31. Dezember 2014 entscheidet, wird ernannt:

Ernst & Young S.A., mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Identifikationsnummer 47.771.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienenen Partei die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Version verfasst ist, und dass auf Hinweis derselben erschienenen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen die englische Version maßgebend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxembourg, an dem zu Anfang dieser Urkunde erwähnen Datum.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: M. PETER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 mai 2014. Relation: LAC/2014/21910. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Mai 2014.

Référence de publication: 2014070859/468.

(140083358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 160.476.

In the year two thousand fourteen, on the thirteen day of May.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) NW Europe (No.2) Limited Partnership, a limited partnership organized and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnerships Act 1907 with registered number LP014408, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States, duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2) NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, a limited partnership organized and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnerships Act 1907 with registered number LP014410, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States, duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

3) Northwood Employees LP, a limited partnership, incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle 19808, USA, itself represented by its general partner is Northwood GP LLC, duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

4) NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership, a limited partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales pursuant to the Limited Partnership Act 1907, under registration number LP 14417, acting by its general partner, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, an Alberta Limited Partnership, itself acting by its general partner Northwood Canada AIV GP LLC, a Delaware limited liability company, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States, duly represented by Gersende Masfayon, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of NW Europe Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 160.476, having its registered office 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated on 20 April 2011 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1523 of 9 July 2011 (the "Company"). The articles of incorporation were amended for the last time on 25 April 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A. The Shareholders declared and requested the notary to record what follows:

The Shareholders together hold one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class A Shares, one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class B Shares, one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class C shares, two million five hundred thousand (2,500,000) Class D Shares, one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class E Shares and one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class F Shares in issue in the Company.

B. The Shareholders, representing the entire share capital of the Company, then declared and requested the undersigned notary to record the following resolutions taken by unanimous vote of the Shareholders:

First Resolution

The Shareholders resolve to create a new class "G" of shares within the share capital of the Company (the "Class G Shares"). The Class G Shares shall reflect the Company's investments in NW Diagonal Mar B.V. and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investments. The Class G Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the resolutions here below.

Second Resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) so as to raise it from its present amount of eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 87,500.-), represented by one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class A Shares, one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class B Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class C Shares, two million five hundred thousand (2,500,000) Class D Shares, one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class E Shares and one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class F Shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, up to an amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) by the creation and issue of one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class G Shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

Thereupon, NW Europe (No.2) Limited Partnership, pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for six hundred sixty-nine thousand five hundred fifty-seven (669,557) Class G Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to six thousand six hundred ninety-five Euro and fifty-seven cents (EUR 6,695.57).

Thereupon, NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for five hundred fifty-four thousand five hundred fourteen (554,514) Class G Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to five thousand five hundred forty-five Euro and fourteen cents (EUR 5,545.14).

Thereupon, Northwood Employees LP, pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for seventeen thousand four hundred eighty-five (17,485) Class G Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to one hundred seventy-four Euro and eighty-five cents (EUR 174.85).

Thereupon, NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership pre-named, here represented as aforementioned, declares to subscribe for eight thousand four hundred forty-four (8,444) Class G Shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to eighty-four Euro and forty-four cents (EUR 84.44).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as now available to the company as has been proved to the undersigned notary.

Third Resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend article 6 of the Company's articles of incorporation in the following manner:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class A shares (the "Class A Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class B shares (the "Class B Shares"), one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) class C shares (the "Class C Shares"), two million five hundred thousand (2,500,000) class D shares (the "Class D Shares"), one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class E shares (the "Class E Shares"), one million two hundred fifty thousand

(1,250,000) class F shares and one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class G shares (the "Class G Shares" and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares and the Class F Shares, the "Classes of Shares" and each a "Class of Shares") with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. The Company may issue additional classes of shares. Each Class of Shares shall be exclusively entitled to all proceeds relating to a specific investment.

The Class A Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW DP Investment S.à r.l., such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class B Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW One Warrington S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class C Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Finance Company S.à r.l. and NW G Holding S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class D Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW S Holdings S.à r.l. such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class E Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to Finsbury Dials such as returns on capital, dividend distributions, loan repayments or interest. The Class F Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW 90 LA Holdco Limited and NW 90 LA Holdings Limited. The Class G Shares shall entitle their holders to all proceeds directly or indirectly relating to NW Diagonal Mar B.V.

Any proceeds unrelated to NW DP Investment S.à r.l., NW One Warrington S.à r.l., NW Finance Company S.à r.l., NW G Holding S.à r.l., NW S Holdings S.à r.l., Finsbury Dials, NW 90 LA Holdco Limited, NW 90 LA Holdings Limited or NW Diagonal Mar B.V. shall be distributed equally among all shareholders pro rata to the number of shares held by each of them.

In addition to the issued share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Class of Shares in addition to its nominal value is transferred. The premium account shall remain allocated and reserved to the relevant Class of Shares. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares of the relevant Class of Shares which the Company may repurchase only from the holder(s) of shares of such Class of Shares, to offset any net realized losses with respect to such Class of Shares, to make distributions to the holder(s) of such Class of Shares in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve pro rata to the amount of profits produced by such Class of Shares."

Fourth Resolution

The Board of Managers resolved to authorize any manager of the Company, acting with full power of substitution, to record the resolutions adopted above in an appropriate manner in the Company's books and accounts.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at approximately EUR 2,500.-

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by name, first name, civil status and residence, this proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treize mai.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) NW Europe (No.2) Limited Partnership, une société en commandite organisée et existant sous les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP014408, agissant via son associé gérant commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Alberta, agissant via son associé gérant commandite Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Gersende Masfayon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

2) NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, une société en commandite organisée et existant sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP014410, agissant via son associé gérant commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Alberta, agissant via son associé gérant commandité Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust

Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Gersende Masfayon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

3) Northwood Employees LP, une société en commandite, constituée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle 19808, Etats-Unis d'Amérique, agissant via son associé gérant commandité Northwood GP LLC, ici représentée par Gersende Masfayon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

4) NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership, une société en commandite, organisée et existant sous les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles selon la Loi sur les sociétés en commandite de 1907 enregistrée sous le numéro LP 14417, agissant via son associé gérant commandité, Northwood Canada AIV GP Limited Partnership, une société en commandite d'Alberta, agissant via son associé gérant commandité Northwood Canada AIV GP LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, ayant son siège social au c/o The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Gersende Masfayon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés (les «Associés») de NW Europe Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.476, constitué en date du 20 avril 2011 suivant un acte passé par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1523 le 9 juillet 2011 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte passé le 25 avril 2014 par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Les Associés ont déclaré et requis le notaire instrumentant de prendre acte des résolutions suivantes:

Les Associés ensemble détiennent un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe A, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe B, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe C, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe D, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe E et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe F émises par la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société.

B. Les Associés, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont ensuite déclaré et requis du notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes adoptées par un vote unanime des Associés:

Première Résolution

Les Associés décident de créer une nouvelle classe «G» de parts sociales au sein du capital social de la Société (les «Parts Sociales de Classe G»). Les Parts Sociales de Classe G refléteront les investissements de la Société dans NW Diagonal Mar B.V., et donneront droit à ce titre à tous les produits découlant de ces investissements. Les Parts Sociales de Classe G auront des droits et des obligations spécifiques exposés dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions ci-dessous.

Deuxième Résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) pour le porter de son montant actuel de quatre-vingt-sept mille cinq cents Euro (EUR 87.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe A, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe B, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe C, deux millions cinq cent mille (2.500.000) Parts Sociales de Classe D, un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe E et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe F, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant de cent mille Euro (EUR 100.000,-) par la création et l'émission d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) Parts Sociales de Classe G, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Souscription et paiement

NW Europe (No.2) Limited Partnership, prénommée, ici représentée comme il est dit, déclare alors souscrire à six cent soixante-neuf mille cinq cent cinquante-sept (669.557) Parts Sociales de Classe G et de les payer entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de six mille six cent quatre-vingt-quinze et cinquante-sept centimes (EUR 6.695,57).

NW Europe Co-Invest (No.2) Limited Partnership, prénommée, ici représentée comme il est dit, déclare alors souscrire à cinq cent cinquante-quatre mille cinq cent quatorze (554.514) Parts Sociales de Classe G et de les payer

entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de cinq mille cinq cent quarante-cinq euros et quatorze centimes (EUR 5.545,14).

Northwood Employees LP, prénommée, ici représentée comme il est dit, déclare alors souscrire à dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-cinq (17.485) Parts Sociales de Classe G et de les payer entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de cent soixante-quatorze euros et quatre-vingt-cinq centimes (EUR 174,85).

NW Europe Employees Co-Invest Limited Partnership, prénommée, ici représentée comme il est dit, déclare alors souscrire à huit mille quatre cent quarante-quatre (8.444) Parts Sociales de Classe G et de les payer entièrement au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de quatre-vingt-quatre euros et quarante-quatre centimes (EUR 84,44).

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième Résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société de la façon suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B»), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales de Classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe F et un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe G (les «Parts Sociales de Classe G») et ensemble avec les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E et les Parts Sociales de Classe F, les «Classes de Parts Sociales» et chacune «Classe de Parts Sociales») d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Chacune des parts sociales donne droit à une voix aux assemblées ordinaires et extraordinaires. La Société peut émettre des classes de parts sociales additionnelles. Chaque Classe de Parts Sociales donnera exclusivement droit à tous les produits relatifs à un investissement spécifique.

Les Parts Sociales de Classe A donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW DP Investment S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe B donne droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW One Warrington S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe C donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Finance Company S.à r.l. et NW G Holdings S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe D donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW S Holding S.à r.l., tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe E donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à Finsbury Dials, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe F donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW 90 LA Holdco Limited et NW 90 LA Holdings Limited, tels que des retours sur capital, des distributions de dividendes, de remboursements d'emprunt ou d'intérêts. Les Parts Sociales de Classe G donnent droit à leurs propriétaires aux produits directs ou indirects relatifs à NW Diagonal Mar BV.

Les produits n'étant reliés ni à NW DP Investment S.à r.l., NW One Warrington S.à r.l., NW Finance Company S.à r.l., NW G Holding S.à r.l., NW S Holdings S.à r.l., Finsbury Dials, NW 90 LA Holdco Limited, NW 90 LA Holdings Limited ou NW Diagonal Mar B.V. seront distribués de façon équitable parmi tous les associés au prorata du nombre de parts sociales détenu par chacun d'eux.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être mis en place, auquel toute prime d'émission payée pour toute Classe de Parts Sociales en plus de sa valeur nominale peut être transférée. Le compte prime d'émission doit rester alloué et réservé à la Classe de Parts Sociales concernée. Le montant du compte prime d'émission peut être utilisé pour le paiement des part sociales de la Classe de Parts Sociales concernée que la Société peut racheter seulement au (x) propriétaire(s) des parts sociales de ladite Classe de Parts Sociales, pour compenser les pertes nettes réalisées en respect de cette Classe de Parts Sociales, pour faire des distributions au(x) propriétaire(s) de ladite Classe de Parts Sociales sous la forme de dividendes ou pour allouer des fonds à la réserve légale au prorata du montant des profits réalisés par ladite Classe de Parts Sociales.»

Quatrième Résolution

Les Associés décident d'autoriser tout gérant de la Société agissant avec les pleins pouvoirs de substitution d'enregistrer les résolutions adoptées ci-dessus de la façon la plus appropriée dans les livres et comptes de la Société.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société a raison de la présente augmentation de capital, est évalué à environ EUR 2.500,-

DONT ACTE, fait et passe à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. MASFAYON et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 mai 2014. Relation: LAC/2014/22395. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 juin 2014.

Référence de publication: 2014082490/275.

(140097385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

**PM Equity S. à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. PM Equity).**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 147.106.

L'an deux mille quatorze, le sept mai.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «PM Equity S.A.», avec siège social à L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 juin 2009, publié au Mémorial, Recueil Sociétés et Associations C numéro 1482 du 31 juillet 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Harald Charbon, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Francesco Cavallini, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- En vue de l'apurement partiel des pertes, réduction du capital social à concurrence de deux millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent et cinq Euros (EUR 2.986.105,-) pour le ramener de son montant actuel de douze millions quatre cent quatre-vingt-six mille deux cent vingt-huit Euros (EUR 12.486.228,-) à neuf millions cinq cent mille cent vingt-trois Euros (EUR 9.500.123,-) par l'annulation de deux millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent et cinq (2.986.105) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

2.- Transformation de la forme juridique de la Société en société à responsabilité limitée.

3.- Refonte des statuts.

4.- Acceptation de la démission des administrateurs et du commissaire.

5.- Nominations statutaires.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

En vue de l'apurement partiel des pertes, réduction du capital social à concurrence de deux millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent et cinq Euros (EUR 2.986.105,-) pour le ramener de son montant actuel de douze millions quatre cent quatre-vingt-six mille deux cent vingt-huit Euros (EUR 12.486.228,-) à neuf millions cinq cent mille cent vingt-trois Euros (EUR 9.500.123,-) par l'annulation de deux millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent et cinq (2.986.105) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

La preuve des pertes a été rapportée au notaire instrumentant par un bilan intérimaire au 31 mars 2014.

Le dit bilan, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

Les neuf millions cinq cent mille cent vingt-trois (9.500.123) actions de la Société seront échangées contre neuf millions cinq cent mille cent vingt-trois (9.500.123) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-), attribuées à l'associé unique, à savoir: Monsieur Patrice MACAR, né le 15 octobre 1970 à Winchester (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 54, Boulevard du Jardin Exotique, 98000 Monaco.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en PM Equity S.à r.l. et de procéder à une refonte complète des statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée dénommée "PM Equity S. à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens.

Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

La Société pourra, en particulier, effectuer les opérations suivantes:

- avancer, prêter ou déposer des fonds ou octroyer du crédit à toutes Sociétés Apparentées, en ce compris sans y être limité des prêts mezzanines;
- avancer, prêter ou déposer des fonds ou octroyer du crédit aux associés de la Société
- nantir les titres représentatifs de ses participations dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital Social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à neuf millions cinq cent mille cent vingt trois Euros (EUR 9.500.123,-) représenté par neuf millions cinq cent mille cent vingt trois (9.500.123) parts sociales de un euro (1,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration;

pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

En cas de pluralité de gérants, la société est administrée par un conseil de gérance qui pourra être composé de différentes classes de gérants: c'est-à-dire gérant(s) A et gérant(s) B.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou, si plusieurs classes de gérants existent, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B, ou (ii) par la signature conjointe ou la signature individuelle de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions Générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Quatrième résolution

L'Assemblée accepte la démission des administrateurs actuellement en fonction et leur confère entière décharge pour l'exécution de leur mandat.

L'assemblée nomme les personnes suivantes en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée.

a.- Monsieur Patrice MACAR, né le 15 octobre 1970 à Winchester (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 54, Boulevard du Jardin Exotique, 98000 Monaco, Gérant de catégorie A.

b.- @conseils, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 3A, boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, (RCS B 79.257), Gérant de catégorie B.

c.- Monsieur Hubert Hansen, né le 17 octobre 1951 à Ettelbruck, demeurant au 21, rue de la Chapelle, L-7522 Mersch, Gérant de catégorie B.

La société est valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Cinquième résolution

L'Assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes et lui donne décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de EUR 4.000.-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: H. CHARBON, F. CAVALLINI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2014. Relation: LAC/2014/22638. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 juin 2014.

Référence de publication: 2014082539/180.

(140097348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Dexia Money Market, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 26.803.

Le rapport annuel au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DEXIA MONEY MARKET

SICAV

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014058376/13.

(140067095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

Art & Beauté S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4540 Differdange, 3, rue Dicks Lentz.
R.C.S. Luxembourg B 139.071.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 25 avril 2014.

Référence de publication: 2014058264/10.

(140067490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

LiMP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 500.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 164.840.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 25 du 4 janvier 2012.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LiMP S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014058581/14.

(140068022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 81.944.

In the year two thousand and fourteen,

On the tenth day of June,

Before Maître Emile SCHLESSER, civil law notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Appeared:

“Guardian Europe S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Echternach, on 21 January 1986, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 82 of 3 April 1986, whose articles of association have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary on 12 November 2012, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 3,096 of 28 December 2012, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser and registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B and number 23,829 (the “Sole Shareholder”),

here duly represented by Mrs. Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, residing in Strassen,

by virtue of a proxy given under private seal on 6 June 2014.

The said power of attorney, initialled “ne varietur” by the representative of the party appearing and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed in order to be formalised with it.

The party appearing, represented as indicated above, declares that it is the sole shareholder of “Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l.” (the “Demerged Company”), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, incorporated by deed of the undersigned notary on 7 May 2001, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C”, number 1,071 of 27 November 2001, whose articles of association have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary on 11 December 2013, published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C” number 561 of 3 March 2014, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B and number 81,944.

The Demerged Company holds a 99.9015% participation in the share capital of “Guardian Steklo Services LLC”, a company existing under the laws of Russia, having its registered office at Uzhniy Promuzel District, 17a, 390011 Ryazan, Ryazan Region, and registered with the Inter-district Inspectorate of the Russian Federation FTS No. 3 for Ryazan Region, under number OGRN 1106230003428 (the “Transferred Company”).

According to the joint partial demerger proposal dated 29 April 2014, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 1158 of 8 May 2014 (the "Joint Partial Demerger"), it has been decided to perform a partial spin-off of the Demerged Company by way of a full absorption of the participation held by the latter in the Transferred Company, by "VIG Finance S.à r.l." (the "Absorbing Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, incorporated by deed of the undersigned notary on 25 July 2013, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 2,393 of 27 September 2013, whose articles of association have not been amended yet, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B and number 179,334.

The Absorbing Company and the Demerged Company shall be collectively referred to as the "Companies".

The party appearing, represented as indicated above, has adopted the following resolutions:

First resolution

In accordance with article 295, paragraph (1) of the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law"), the following documents have been held available for inspection by the Sole Shareholder at the registered office of each of the Companies:

- Joint Partial Demerger Proposal;
- annual accounts for the Absorbing Company for the first financial year, with the corresponding report on the annual accounts drawn-up by its board of managers;
- annual accounts for the Demerged Company for the last three (3) accounting years, with the corresponding reports on the annual accounts drawn-up by its board of managers;
- interim accounts for the Absorbing Company as at 31 March 2014;
- interim accounts for the Demerged Company as at 31 March 2014.

A copy of the confirmation letter, certifying that the above listed documents have been held available at the registered office of each of the Companies for inspection by the Sole Shareholder, shall remain annexed to this deed and registered therewith after having been signed "ne varietur" by the representative of the party appearing and the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder further finds that no expert's report and no written report of the managers of the Companies explaining and justifying the Joint Partial Demerger from a legal and economic point of view have been presented to it, since the Sole Shareholder waived its right to be provided with such reports in a letter dated 29 April 2014.

A copy of the waiver letter shall remain annexed to this deed and registered therewith after having been signed "ne varietur" by the representative of the party appearing and the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to approve the Joint Partial Demerger.

The Demerged Company shall transfer part of its assets and liabilities corresponding to all the shares held by the Demerged Company in the Transferred Company, to the Absorbing Company.

The allocation is based on a balance sheet of the Demerged Company as at 31 March 2014.

The only assets of the Demerged Company which will be transferred and allocated to the Absorbing Company through the effect of the partial demerger are thus all the shares held by the Demerged Company in the Transferred Company. There are no liabilities of the Demerged Company which will be transferred and allocated to the Absorbing Company.

Any asset or liability not allocated or not described in the Joint Partial Demerger will remain with the Demerged Company.

Furthermore, the partial demerger will not cause the dissolution of the Demerged Company which will continue to exist.

The Sole Shareholder resolves that from an accounting and tax perspective the operations of the Companies shall be considered as carried out in the name and on behalf of the Absorbing Company as from 1 June 2014 (included).

Fourth resolution

As a consequence of the aforementioned resolutions, the share capital of the Demerged Company is reduced from its current amount of one hundred ninety-four million five hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 194,512,500.00) to one hundred thirty-three million four hundred sixty thousand two hundred Euro (EUR 133,460,200.00), represented by five million three hundred thirty-eight thousand four hundred and eight (5,338,408) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each, through the cancellation of two million four hundred forty-two thousand ninety-two (2,442,092) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing, the Sole Shareholder decides to amend Article 5 of the Articles of Incorporation of the Demerged Company and to replace the current text by the following:

“ **Art. 5. (English version).** The Company’s share capital is set at one hundred thirty-three million four hundred sixty thousand two hundred Euro (EUR 133,460,200.00), represented by five million three hundred thirty-eight thousand four hundred and eight (5,338,408) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each”.

Sixth resolution

The partial demerger will be effective towards third parties following the publication in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" of the minutes of the extraordinary general meeting of the Companies approving the partial demerger.

Suspensive condition

The aforementioned resolutions are all taken under the suspensive condition of the approval of the joint demerger proposal between the Absorbing Company and the Demerged Company.

In accordance with article 301 of the Law, the partial demerger shall be carried out at the date of the extraordinary general meeting of the Absorbing Company acting and approving the partial demerger.

The undersigned notary, who understands and speaks English, finds that at the request of the party appearing the present deed is drawn up in English, followed by a French version; at the request of the same party appearing and in case of discrepancies between the French and English texts, the English text shall will be prevailing.

Since there was nothing remaining on the agenda, the meeting rose.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the representative of the party appearing, known to the notary by name, surname, civil status and residence, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le dix juin.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

“Guardian Europe S.à r.l.“, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Echternach, en date du 21 janvier 1986, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 82 du 3 avril 1986, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 novembre 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 3096 du 28 décembre 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 23.829 (l’“Associée unique“),

ici dûment représentée par Madame Malgorzata McELFRESH, corporate counsel, demeurant à Strassen, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée le 6 juin 2014.

Ladite procuration, paraphée “ne varietur“ par la représentante de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, déclare être la seule associée de “Guardian Eastern Europe Investments S.à r.l.” (la “Société Scindée“), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 7 mai 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1071 du 27 novembre 2001 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 décembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 561 du 3 mars 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 81.944.

La Société Scindée détient une participation à hauteur de 99,9015% de la “Guardian Steklo Services LLC“, une société existant sous les lois de Russie, inscrite à l’Inspection interdistrict de la Fédération de Russie FTS No. 3 sous le numéro OGRN 1106230003428 et ayant son siège social à Uzhnyy Promuzel District, 17a, 390011 Ryazan, Région du Ryazan (la “Société Transférée“).

Conformément au projet commun de scission partielle daté du 29 avril 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1158 du 8 mai 2014 (le “Projet Commun de Scission Partielle“), il a été décidé de réaliser une scission partielle de la Société Scindée par absorption totale des participations détenues par cette dernière dans la Société Transférée, par “VIG Finance S.à r.l.“, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 juillet 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2393 du 27 septembre 2013 et dont les statuts n’ont été pas été modifiés depuis lors, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 179.334 (la “Société Absorbante“).

La Société Absorbante et la Société Scindée seront collectivement dénommées les “Sociétés“.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à l'article 295 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), les documents suivants ont été mis à la disposition de l'Associée unique pour consultation, et ce, au siège social de chacune des Sociétés:

- le Projet Commun de Scission Partielle;
- les comptes annuels de la Société Absorbante du premier exercice financier ainsi que le rapport de gestion qui s'y rapporte;
- les comptes annuels de la Société Scindée des trois (3) derniers exercices financiers ainsi que les rapports de gestion qui s'y rapportent;
- les comptes intermédiaires de la Société Absorbante au 31 mars 2014;
- les comptes intermédiaires de la Société Scindée au 31 mars 2014.

Une copie de ladite attestation, certifiant le dépôt de ces documents pour chacune des Sociétés, restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée et ce, après avoir été signée "ne varietur" par la représentante de la partie comparante et le notaire soussigné.

Deuxième résolution

L'Associée unique constate en outre qu'aucun rapport d'expert, ni aucun rapport écrit des gérants des Sociétés expliquant et justifiant le Projet Commun de Scission Partielle d'un point de vue juridique et économique ne lui a été présenté, l'Associée unique ayant décidé d'y renoncer en date du 29 avril 2014.

Une copie de la lettre de renonciation (waiver letter) restera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée et ce, après avoir été signée "ne varietur" par la représentante de la partie comparante et le notaire soussigné.

Troisième résolution

L'Associée unique décide d'approuver le Projet Commun de Scission Partielle.

La Société Scindée transférera une partie de son actif et de son passif correspondant à toutes les parts sociales détenues par la Société Scindée dans la Société Transférée, à la Société Absorbante. La répartition se fera sur la base du bilan de la Société Scindée au 31 mars 2014.

Les seuls actifs de la Société Scindée qui seront transférés et alloués à la Société Absorbante par l'effet de la scission partielle sont donc toutes les parts sociales détenues par la Société Scindée dans la Société Transférée. Aucun élément de passif de la Société Scindée ne sera transféré et alloué à la Société Absorbante.

Tout actif ou passif non alloué ou non décrit dans le Projet Commun de Scission Partielle restera dans le patrimoine de la Société Scindée.

De plus, la scission partielle ne provoquera pas la dissolution de la Société Scindée, qui continuera d'exister.

L'Associée unique décide que la date à partir de laquelle les droits et obligations des Sociétés, d'un point de vue comptable et fiscal, seront considérés comme ayant été transférés à la Société Scindée, est fixée au 1^{er} juin 2014 (inclus).

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, le capital social de la Société Scindée est réduit de son montant actuel de cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent douze mille cinq cents euros (EUR 194.512.500,00) à cent trente-trois millions quatre cent soixante mille deux cents euros (EUR 133.460.200,00), représenté par cinq millions trois cent trente-huit mille quatre cent huit (5.338.408) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, par l'annulation de deux millions quatre cent quarante-deux mille quatre-vingt-douze (2.442.092) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

Cinquième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associée unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société Scindée dont la teneur sera dorénavant la suivante:

" **Art. 5. (version en français).** Le capital social est fixé à cent trente-trois millions quatre cent soixante mille deux cents euros (EUR 133.460.200,00), représenté par cinq millions trois cent trente-huit mille quatre cent huit (5.338.408) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune".

Sixième résolution

La scission partielle sera effective à l'égard des tiers suite à la publication des assemblées générales extraordinaires des Sociétés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, approuvant la scission partielle.

Condition suspensive

Les présentes résolutions sont toutes prises sous la condition suspensive de l'approbation du projet commun de scission partielle et de la réalisation de la scission partielle entre la Société Absorbante et la Société Scindée.

Conformément à l'article 301 de la Loi, la fusion sera effective à la date de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante approuvant et validant la scission partielle.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte anglais fera foi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. McELFRESH, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 juin 2014. Relation: LAC/2014/26993. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2014.

Référence de publication: 2014086942/210.

(140103033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2014.

Erste Bank Trading, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 82.478.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendvierzehn, am elften April

ist vor dem unterzeichnenden Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg

IST ERSCHIENEN:

Erste Group Bank AG, eine Aktiengesellschaft, gegründet nach dem Recht der Republik Österreich, mit Geschäftssitz in Graben 21, A-1010 Wien, Österreich, eingetragen im Handelsregister von Österreich unter der Nummer FN33209, vertreten durch Frau Corinna SCHIBGILLA, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht vom 9. April 2014.

Die erteilte Vollmacht, welche ordnungsgemäß „ne varietur“ durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde beigefügt und wird mit dieser zusammen bei der Registerbehörde eingereicht.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den unterzeichnenden Notar gebeten, wie folgt zu beurkunden:

Die Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) (SICAV) „ERSTE BANK TRADING“ (nachfolgend die „Gesellschaft“), mit Geschäftssitz in 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 82.478, gegründet am 20. Juni 2001 gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg durch Maître Edmond SCHROEDER, damals Notar mit Amtswohnsitz in Mersch, veröffentlicht am 25. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations mit der Nummer 571.

1. Das Kapital der Gesellschaft, welches voll eingezahlt wurde, beträgt am 11. April 2014 einundachtzigtausendsiebenhundertzweiundneunzig Euro und achtundachtzig Cents (EUR 81.792,88).

Die Erschienene ist alleinige Aktionärin der Gesellschaft (nachfolgend die „Alleinaktionärin“), ersichtlich aus dem diesen Beschlüssen als Anlage I beigefügten Aktienregister.

2. Die Alleinaktionärin beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und sie in Liquidation zu setzen.

3. Die Alleinaktionärin erklärt, dass ihr die Satzung sowie die finanzielle Situation der Gesellschaft bestens bekannt sind.

4. Die Alleinaktionärin genehmigt hiermit die geprüften Finanzberichte der Gesellschaft, datiert auf den Tag der Liquidation und den Bericht des Wirtschaftsprüfers im Hinblick auf die vorgenannten Berichte.

5. Die Alleinaktionärin erteilt den Mitgliedern des Verwaltungsrates für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage Entlastung.

6. Die Alleinaktionärin wird hiermit als Liquidator der Gesellschaft gemäß Artikel 144 bis 148 bis des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung, ernannt.

7. Alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft, einschließlich aller resultierenden Verbindlichkeiten aus dieser Liquidation wurden beglichen.

8. Die Alleinaktionärin erklärt, in ihrer Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft und gemäß dem Finanzbericht der Gesellschaft vom 11. April 2014, dass keine Aktivität der Gesellschaft existiert, die Passiva der Gesellschaft beglichen oder gedeckt sind und dass sie sich ausdrücklich dazu verpflichtet, alle Passiva, welche eventuell noch zu Lasten der Gesellschaft bis zum heutigen Tage entstehen und noch unbezahlt oder unbekannt sind, zu übernehmen.

9. Die Alleinaktionärin kündigt in ihrer Eigenschaft als Liquidator alle relevanten Dienstleistungsverträge, welche zwischen der Gesellschaft und dem jeweiligen Dienstleister geschlossen wurden, mit Wirkung zum heutigen Tage.

10. Gemäß den obenstehenden Beschlüssen wird die Liquidation hiermit als durchgeführt und beendet erachtet.

11. Die Bücher sowie alle Dokumente der Gesellschaft werden während einer Dauer von fünf Jahren am Sitz der Gesellschaft in L-2520 Luxemburg, 5, allée Scheffer, aufbewahrt.

Der unterzeichnete Notar stellt die endgültige Auflösung der Gesellschaft fest.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen, beläuft sich auf ungefähr achthundertfünfzig Euro.

Diese Urkunde wurde am vorgenannten Datum in Luxemburg erstellt.

Nach Vorlesung dieser Urkunde in Gegenwart des Erschienenen, der dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, unterzeichnet der Erschienene zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: Corinna SCHIBGILLA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 avril 2014. Relation GRE/2014/1576. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG.

Junglinster, den 24. April 2014.

Référence de publication: 2014057724/61.

(140066852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

Distinctive Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8290 Kehlen, 2, Domaine de Brameschhof.

R.C.S. Luxembourg B 152.850.

Les Comptes Annuels du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014058384/11.

(140067787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

GEMS Property Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.047.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 9 avril 2014

En date du 9 avril 2014, l'associé unique de la Société a pris connaissance de la démission de Johanna van Oort, gérante de catégorie A, avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé unique de la Société a décidé de nommer Richard Brekelmans, directeur, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014059226/18.

(140068480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

SWM HoldCo 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.345.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of April,

Before Me Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, who shall remain depositary of the present deed.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of SWM HoldCo 2, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 182.345 (the "Company").

There appeared,

Schweitzer Mauduit International Inc., a corporation duly formed and validly existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its headquarters address at 100 North Point Center East Suite 600, Alpharetta, Georgia 30022, United States of America, and registered with the Delaware Secretary of State (the "Sole Shareholder");

Here, represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 250 (two hundred and fifty) shares with a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) each, representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder through its proxy holder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by way of the issuance of new shares of the Company with a share premium attached thereto;
2. Subscription and payment of the new shares by way of a contribution in kind by Schweitzer Mauduit International Inc.;
3. Subsequent amendment to article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of capital; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 211,511,350 (two hundred and eleven million five hundred and eleven thousand three hundred and fifty Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 211,523,850 (two hundred and eleven million five hundred and twenty-three thousand eight hundred and fifty Euro) by the issuance of 4,230,227 (four million two hundred and thirty thousand two hundred and twenty-seven) new shares with:

- a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) (the "New Shares"); and
 - a share premium attached thereto of an amount of EUR 32 (thirty-two Euro) (the "Share Premium");
- (the "Increase of Capital").

Second resolution

It is resolved to accept that the New Shares be subscribed by the Sole Shareholder by way of a contribution in kind consisting of:

- 61,585 (sixty-one thousand five hundred and eighty-five) shares of SWM Luxembourg, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 3,079,250 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 180.186 ("SWM Lux"), representing 100% of the share capital of SWM Lux and having a fair market value of EUR 209,511,382 (two hundred and nine million five hundred and eleven thousand three hundred and eighty-two Euro) (the "Contributed Shares"); and

- part of a claim held against SWM Lux, for an amount of EUR 2,000,000 (two million Euro) (the “Contributed Claim” and together with the Contributed Shares, the “Contributed Assets”).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder, declared to fully subscribe to the Increase of Capital by paying:

- the nominal value of the New Shares for an aggregate amount of EUR 211,511,350 (two hundred and eleven million five hundred and eleven thousand three hundred and fifty Euro); and
- the Share Premium attached thereto for an amount EUR 32 (thirty-two Euro);

by way of the contribution of the Contributed Assets.

Evaluation

The value of the Contributed Assets is set at EUR 211,511,382 (two hundred and eleven million five hundred and eleven thousand three hundred and eighty-two Euro).

Such contribution has been valued by all the managers of the Company, pursuant to a statement of contribution value, which has been produced to the notary.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the existence of the contribution has been given to the undersigned notary.

Effective implementation of the contribution

The Sole Shareholder, contributor represented as stated here-above, expressly declares that:

- (i) it is the legal owner of the Contributed Assets;
- (ii) the Contributed Shares are in registered form;
- (iii) the Contributed Claim is certain, valid and payable;
- (iv) the Contributed Assets are free from any charge, option, lien, encumbrance or any other third party rights;
- (v) the Contributed Assets are not the object of a dispute or claim;
- (vi) the Contributed Assets are freely transferable with all the rights attached thereto;
- (vii) SWM Lux is duly organized and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg;
- (viii) to its knowledge SWM Lux is not involved in court proceedings for the purposes of bankruptcy, liquidation, winding-up or transfer of interests to creditors, and there are no facts or circumstances known to them on the date hereof, which could lead to such court proceedings;
- (ix) to the extent necessary all actions and formalities have been performed and all the necessary consents and approval have been obtained to allow the transfer of the Contributed Assets; and
- (x) all formalities subsequent to the transfer of the Contributed Assets required under any applicable law will be carried out in order for the contribution of the Contributed Assets to be valid anywhere and towards any third party.

Managers' intervention

Thereupon intervened:

- Ashish Advani, Michel Fievez and Jean-Luc Darmon acting as type A managers of the Company;
 - Philippe Salpetier, Roberta Masson and Patrick Moinet, acting as type B managers of the Company,
- each of them being here represented by Mr Max MAYER, prenamed, by virtue of a power of attorney.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their liabilities, engaged as managers of the Company by reason of the contribution described above, expressly agreed with the description of the contribution, with its valuation and with the effective transfer of the Contributed Assets, and confirmed the validity of the subscription and payment.

Declaration

The notary declares that the documentation sustaining the existence of the contribution has been considered convincing as well as sufficient, and the contribution is therefore effectively implemented.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ **Art. 6. Capital.** The Company’s share capital is set at EUR 211,523,850 (two hundred and eleven million five hundred and twenty-three thousand eight hundred and fifty Euro) divided into 4,230,477 (four million two hundred and thirty thousand four hundred and seventy-seven) shares with a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) each, fully paid-up, herein collectively the “Shares” and individually as the “Share”.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.”

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 6,800.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour d'avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société SWM HoldCo 2, une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.345 (la «Société»).

A comparu

Schweitzer Mauduit International Inc., une société dûment constituée et existant valablement en vertu des lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse à 100 North Point Center East Suite 600 Alpharetta, Géorgie 30022, Etats-Unis d'Amérique, et étant enregistrée au Delaware Secretary of State (l'«Associé Unique»).

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 250 (deux cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de 50 EUR (cinquante Euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique, a été préalablement informée.

L'Associé Unique, représenté par son mandataire prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission de nouvelles parts sociales avec une prime d'émission y attachée;
2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport par Schweitzer Mauduit International Inc.;
3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital social; et
4. Divers.

Après que l'agenda a été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 211.511.350 EUR (deux cent onze millions cinq cent onze mille trois cent cinquante Euros) pour le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) à un montant de 211.523.850 EUR (deux cent onze millions cinq cent vingt-trois mille huit cent cinquante Euros) par l'émission de 4.230.227 (quatre millions deux cent trente mille deux cent vingt-sept) nouvelles parts sociales avec:

- une valeur nominale de 50 EUR (cinquante Euros) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"); et
- une prime d'émission y attachée d'un montant de 32 EUR (trente-deux Euros) (la «Prime d'Emission»); (l'«Augmentation de Capital»).

Deuxième résolution

Il est décidé d'accepter que les Nouvelles Parts Sociales soient souscrites par l'Associé Unique au moyen d'un apport en nature consistant en:

- 61.585 parts sociales de SWM Luxembourg, une société dûment constituée et existant valablement en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 180.186 («SWM Lux»), représentant 100% du capital social de SWM Lux et ayant une valeur de marché de 209.511.382 EUR (deux cent neuf millions cinq cent onze mille trois cent quatre-vingt-deux Euros) (les «Parts Sociales Apportées»); and
- une partie d'une créance détenue contre SWM Lux, d'un montant de 2.000.000 EUR (deux millions Euros) (la «Créance Apportée» et ensemble avec les Parts Sociales Apportées, les «Actifs Apportés»).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire, a déclaré souscrire à l'Augmentation de Capital en payant:

- la valeur nominal des Nouvelles Parts Sociales pour une montant global de 211.511.350 EUR (deux cent onze millions cinq cent onze mille trois cent cinquante Euros); et
- la prime d'émission y attachée d'un montant de 32 EUR (trente-deux Euros);
au moyen de l'apport des Actifs Apportés.

Evaluation

La valeur des Actifs Apportés été fixée à 211.511.382 EUR (deux cent onze millions cinq cent onze mille trois cent quatre-vingt-deux Euros).

Cet apport a été évalué par tous les gérants de la Société, conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport qui a été fournie au notaire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant.

Mise en oeuvre effective de l'apport

L'Associé Unique, apporteur représenté comme indiqué ci-dessus, déclare expressément que:

- (i) il est seul propriétaire de toutes les Actifs Apportés;
- (ii) les Parts Sociales Apportées sont nominatives;
- (iii) la Créance Apportée est certaine, valide et exigible;
- (iv) les Actifs Apportés sont libres de tout privilège, charge, option, hypothèque, gage ou de tout autre droit de tiers;
- (v) les Actifs Apportés ne font l'objet d'aucune contestation ou action en justice;
- (vi) les Actifs Apportés sont librement transférables, avec tous les droits y attachés;
- (vii) SWM Lux est dûment constituée et existe valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg;
- (viii) à sa connaissance, SWM Lux ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire de faillite, liquidation, dissolution ou de transfert d'actifs à ses créanciers, et il n'existe aucun fait ni aucune circonstance à la date des présentes qui pourrait conduire à de telles actions judiciaires;
- (ix) pour autant que de besoin, tous les actes ou formalités ont été accomplis et tous les consentements et approbations nécessaires ont été obtenus afin d'autoriser le transfert des Actifs Apportés; et
- (x) l'ensemble des formalités subséquentes au transfert des Actifs Apportés requises en vertu de toute loi applicable sera accompli afin que l'apport des Actifs Apportés soit valable en tout lieu et à l'égard de tout tiers.

Intervention des gérants

Ci-après sont intervenus:

- Ashish Advani, Michel Fievez et Jean-Luc Darmon agissant en leur qualité de gérants de type A de la Société,
- Philippe Salpetier, Roberta Masson et Patrick Moinet, agissant en leur qualité de gérants de type B de la Société, chacun étant représentés par Monsieur Max MAYER, préqualifié, en vertu d'une procuration.

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité de gérants de la Société engagée en raison de l'apport décrit ci-dessus, chacun d'eux accepte expressément la description de l'apport, son évaluation, et le transfert effectif des Actifs Apportés, et confirme la validité de la souscription et du paiement.

Déclaration

Le notaire déclare que la documentation garantissant l'existence de l'apport a été considérée comme convaincante et suffisante et qu'en conséquence l'apport est effectivement réalisé.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent il est décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital.** «Le capital social est fixé à de 211.523.850 EUR (deux cent onze millions cinq cent vingt-trois mille huit cent cinquante Euros), divisé en 4.230.477 (quatre millions deux cent trente mille quatre cent soixante-dix-sept) parts sociales d'une valeur nominale de 50 EUR (cinquante Euros) chacune et sont chacune entièrement libérées,

Ici collectivement les «Parts Sociales» et individuellement la «Part Sociale».

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'Associé Unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui doivent être mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ 6.800,- EUR

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande des comparantes représentées par leur mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 avril 2014. Relation GRE/2014/1596. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014057413/234.

(140065630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

Editus Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3670 Kayl, 208, rue de Noertzange.

R.C.S. Luxembourg B 12.138.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 25/04/2014.

Référence de publication: 2014058423/10.

(140067594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

EEl Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 108.480.

Conformément à l'assemblée générale de l'actionnaire unique de la Société tenue le 2 décembre 2013, il est porté à la connaissance des tiers la démission de Mr. Julien FRANCOIS, gérant, avec adresse professionnelle au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Ainsi Mr. Matthijs BOGERS devient gérant unique de la Société.

Pour extrait sincère et conforme

Mr. Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2014058424/15.

(140067337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2014.

MPEP 2014 S.C.S., Sicar, Société en Commandite simple sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 187.057.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of May,
Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

MPEP Luxembourg Management S.à r.l., a private limited liability company organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, represented by two of its duly appointed managers, Mr. Christoph Kossmann and Mr. Flavio Marzona,

here represented by Marcus PETER, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 8 May 2014.

RWB Global Market Vintage 2011 / 2012 GmbH, a private limited liability company organized under the laws of Germany, having its registered office at Keltenring 5, D-82041 Oberhaching, and registered with the trade register B of the district court Munich under number HRB 184974, represented by Horst GÜDEL and Norman LEMKE,

here represented by Claudia PFISTER, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 7 May 2014.

Which powers of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholders and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have declared their intention to incorporate by the present deed a Luxembourg limited partnership (société en commandite simple) and to draw up its limited partnership agreement as follows:

Chapter I. Definitions, Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Definitions. Except as otherwise defined or as the context may otherwise require, capitalised words and expressions shall have the meanings as set out in the Prospectus or as set out below:

“1915 Law” means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

“Affiliate” in relation to any undertaking any company which owns 50% or more in the share capital of the undertaking or where the undertaking owns 50% or more in such company further subject to Luxembourg law;

“Agreement” means this Limited Partnership Agreement of the SICAR, as may be amended from time to time;

“AIFM Law” means the Luxembourg law on alternative investment funds dated 12 July 2013, as amended from time to time.

“Business Day” means a day on which banks and other financial institutions are open for business (other than Saturdays, Sundays and public holidays) in Luxembourg and Germany;

“Commitment(s)” means the binding commitment of an Investor to invest a given amount in the SICAR through the subscription to Units in the SICAR, as governed by a Subscription Agreement;

“Compartment(s)” means any compartment of the SICAR as created at the sole discretion by the General Partner, which compartments shall be legally distinct from each other only being liable for the assets and debts allocated to a specific compartment;

“CSSF” means Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority of the financial sector;

“Default Interest” means the interest payable in case of default as set out in Article 13 hereof;

“Defaulting Limited Partner” means a defaulting Limited Partner as set out in Article 13 hereof;

“Depository” means the depository of the SICAR, or any successor depository thereto, as mentioned in the Prospectus from time to time;

“Drawdown(s)” means a part of the Commitment, which is called pursuant to a Drawdown Notice by the General Partner on an “as needed” basis in order to fund Investments and pay expenses and other liabilities of the SICAR or a Compartment thereof;

“Drawdown Notice” means a written notice delivered by the General Partner to the Investor(s) which determines the amount and date of a Drawdown;

“EUR”, “Euro” or “€” means the currency of the member states of the European Union (the EU) that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome 1957) as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on February 7, 1992);

“EVCA” shall mean the European Venture Capital Association;

“Fair Value (Juste Valeur)” shall mean such amount as determined with view to assets of the SICAR applying recognised accounting principles and generally a price that a party would be ready to pay for an asset under normal and arm’s length market circumstances. With view to the assets acquired by the SICAR in particular the International Private Equity and Venture Capital Investor (“IPEV”) valuation guidelines, as amended, and as included in the Handbook of Professional Standards of the European Private Equity and Venture Capital Association (“EVCA”) shall apply to calculate the fair value. The General Partner may apply other fair Valuation principles for the assets of the SICAR to the extent that, in its reasonable discretion, this is justified by circumstances or market conditions subject to such other fair valuation principles being applied on a consistent basis. Investments in unlisted Private Equity funds shall be valued at their last official and available net asset value, as reported by such funds or their agents, or at their last unofficial net asset value if more recent than their last official net asset value. The official or unofficial net asset value may be adjusted for subsequent capital calls and distributions and applicable redemption charges where appropriate. The General Partner shall adjust the net asset value or other valuation so provided where the Board considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the fair value of the Fund’s investment in such private equity fund.

“First Closing” means the first closing of the SICAR post-authorisation as a SICAR as further set out in the Prospectus;

“Final Closing Date” means the date on which the SICAR ceases to accept Commitments as set out in more detail in the Prospectus;

“General Partner” means the general partner of the SICAR currently being MPEP Luxembourg Management S.à r.l., a private limited liability company organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg or any successor thereto, acting as general partner (associé commandité) of the SICAR, holding the General Partner Units and being severally and jointly liable for the liabilities of the SICAR;

“General Partner Units” means the units in the SICAR exclusively subscribed for by the General Partner. They have no par value, do not oblige the General Partner to any contribution of capital, grant no participation in the SICAR’s assets and expose its holder to unlimited liability;

“Investment(s)” means any investment made by the SICAR in risk capital in compliance with article 1 of the SICAR Law, CSSF circular 06/241 and any other relevant circulars of the CSSF, including without limitation (i) any add-on investment, (ii) the refinancing of any one or more of such investments and (iii) any such investment made through a joint venture with a third party;

“Investor(s)” means any Well-Informed Investor(s) who becomes Limited Partners by entering into a Subscription Agreement, which is accepted by the General Partner;

“Investment Company Act” means the US Investment Company Act of 1940, as amended;

“Limited Partner(s)” the holders of the Limited Partners Units;

“NAV” or “Net Asset Value” means the net asset value of the SICAR, respectively of one Unit;

“Limited Partners Unit(s)” means the Unit(s) allocated to Investors as further described in the Prospectus;

“Partner(s)” means any and all registered partner(s) of the SICAR.

“Prohibited Person” means any natural or legal persons that shall not be allowed to invest in the SICAR at the sole discretion of the General Partner due to its citizenship, tax status or other elements that may endanger the status of the SICAR as SICAR or that may have a detrimental effect pertaining to the SICAR and/or existing Limited Partners;

“Prospectus” means the Prospectus relating to the SICAR as amended from time to time, setting out details about the SICAR and its Investments;

“Reference Currency” is EURO. The Reference Currency shall be the currency of each of the Compartments.

“Unit(s)” means any Unit(s) issued by the SICAR allocated to different classes of Units including Limited Partner Units and General Partner Units as further described in the Prospectus from time to time;

“SICAR” means MPEP 2014 S.C.S., SICAR, organized as a limited partnership with own legal personality (société en commandite simple) and qualifying as a risk capital investment company (société d’investissement en capital à risque) in Luxembourg.

“SICAR Law” means the Luxembourg law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital (SICAR), as amended;

“Subscription Agreement” means an agreement which describes the relevant Investor’s Commitment to the SICAR as well as the subscription terms and conditions to which such Investor is exposed pertaining to the investment in the SICAR;

“Total Commitments” means the aggregate amount of all Commitments to the SICAR;

“Transfer” means any disposition as set out in article 10 below;

“Valuation Day” means the valuation date as set out in the Prospectus;

“Well-Informed Investor” means any investors that:

(i) in accordance with the 2004 Law adhere in writing to the status of well-informed investors and (x) either invest a minimum of € 125,000.- in the Partnership or (y) benefit from an assessment by a credit establishment within the meaning of Directive 2006/48/CE, an investment company within the meaning of Directive 2004/39/CE, or a management company

within the meaning of Directive 2001/107/EC (as substituted by Directive 2009/65/EC), certifying his expertise, his experience and his capacity for understanding in an adequate manner an investment in risk capital.

and / or

(ii) that are institutional and / or professional investors.

This restriction does not apply to the General Partner.

Art. 2. Form, Name. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become Limited Partners hereafter issued, a company in the form of a limited partnership (société en commandite simple) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the 1915 Law, the SICAR Law (as defined below) and by this Agreement.

The SICAR will act as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque- SICAR) and will so be registered under the law of June 15, 2004, as amended (the "SICAR Law") and the AIFM Law. For the purposes of the AIFM Law, the SICAR, in its capacity as a société en commandite simple, qualifies as an externally managed alternative investment fund within the meaning of the AIFM Law. The SICAR has appointed the General Partner as external alternative investment fund manager. Upon authorization, the SICAR status may only be abandoned by the SICAR with the prior approval of the CSSF and the unanimous consent of the General Partner and all Limited Partners.

In accordance with article 3 of the SICAR Law, the SICAR is constituted under the form of an investment company with variable capital with multiple Compartments. A separate portfolio of assets is maintained for each Compartment and is invested in accordance with the investment objectives, restrictions and policy applicable to the relevant Compartment as determined in the Prospectus. The SICAR is enabling Investors to choose between one or more investment objectives by investing in one or more Compartments.

The capital of the SICAR is equal, at any time, to the total value of the net assets of all the Compartments.

The rights of investors and of creditors concerning a Compartment or which have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. For the purpose of the relations between investors, each Compartment will be deemed to be a separate entity.

The SICAR exists under the name of "MPEP 2014 S.C.S., SICAR".

Art. 3. Registered Office. The SICAR has its registered office in the City of Luxembourg. The General Partner is authorised to change the address of the SICAR's registered office inside the municipality of the SICAR's registered office by resolution of the General Partner. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

In the event that in the view of the General Partner, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the SICAR at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the SICAR, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a partnership governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Purpose of the SICAR. The main objective of the SICAR is to invest in private equity funds worldwide, all as more specifically defined and described in the Prospectus, in accordance with the SICAR Law and the AIFM Law. The SICAR may act as a fund of funds vehicle.

The Investments shall qualify as investments in risk capital in compliance with article 1 of the SICAR Law, CSSF circular 06/241 on the definition of risk capital and any other relevant circulars of the CSSF.

The SICAR may carry out all transactions and activities pertaining directly or indirectly to its participations in companies and/or enterprises, including the administration, management, control, development, optimization and realization of such participations as an investor holding such participations.

The SICAR may (i) grant to enterprises in which the SICAR has an interest or which forms part of the group of companies to which the SICAR belongs any assistance, loans, advances or guarantees (including upstream or cross stream), and (ii) perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The SICAR may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures.

The SICAR can generally perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 5. Duration. Subject to an earlier dissolution pursuant to this Agreement the term of the SICAR will end on 31 December 2025.

The General Partner may decide to extend the life of the SICAR for a further maximum period of three (3) years. Any additional extension after such three (3) years deemed necessary will be subject to the approval of the general meeting of Partners of the SICAR, subject to the quorum and majority requirements for the amendment of the Agreement.

Chapter II. Interest capital, Interests, Commitments, Default, Valuation

Art. 6. Subscribed Capital. The initial subscribed capital of the SICAR upon incorporation is set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31,000) units with no par value, split into two classes as follows,

(a) four (4) General Partner Units, which have been subscribed by the General Partner;

(b) thirty thousand nine hundred ninety-six (30,996) Class D Limited Partner Units, which have been subscribed by the initial Limited Partner.

The minimum subscribed share capital of the SICAR, which may at no point in time become thereafter less than one million euros (EUR 1,000,000) must be reached within twelve (12) months after the date on which the SICAR has been authorised as a SICAR under the SICAR Law. The capital of the SICAR shall be variable capital and shall always be equal to the Net Asset Value of the SICAR.

Fractional Units may exist to the 1000th. Fractions of Units may be created at the occasion of issuance or redemption of Units.

Art. 7. Units. Each Unit is indivisible as far as the SICAR is concerned. Co-owners of Units must be represented towards the SICAR by a common representative, whether appointed amongst them or a third party. The SICAR has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant Unit until that common representative has been appointed.

Units will be issued in registered form only.

Each Limited Partner may only subscribe for a certain number of Units determined by the General Partner and in value equal to its Draw(n)down Commitment.

The inscription of the Limited Partner's name in the register of registered Units evidences its right of ownership of such registered Units.

As of the date of issue of Units to a Limited Partner, the number of Units held by that Limited Partner will be registered in the register of the SICAR and that Limited Partner will be a Limited Partner (associé commanditaire), entitled to all the rights and benefits attached to the Interests concerned.

In deviation from the provisions in the 1915 Law the General Partner shall be entitled at its sole discretion to create further classes of units and to determine their economic and financial rights. In such case the General Manager shall arrange for an update to the Prospectus and inform Limited Partners thereof.

Art. 8. Payment of Units. Units shall be fully paid-up at the time of issuance.

Art. 9. Issuance of Units. The issue of Units is restricted exclusively to Well-Informed Investors and the SICAR will not issue or give effect to any Transfer of Units to any Investor who may not be considered as Well-Informed Investors by the General Partner.

Well-Informed Investors (investisseurs avertis) are to be considered as defined further above.

Units will be issued as further described in the Prospectus of the SICAR.

Art. 10. Transfer. The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition ("Transfer") of all or any part of any Limited Partner's Units in any Compartment is subject to the prior approval by the General Partner.

Any transfer or assignment of Units is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the Subscription Agreement entered into by the seller. Before becoming Limited Partner of the SICAR, the purchaser or assignee shall declare to be a Well-Informed Investor and promptly provide to the General Partner all documents necessary to evidence this status.

The General Partner is entitled not to accept any transfer of Limited Partners Units to any transferee who may not be considered as a Well-Informed Investor. Further, the General Partner may not accept the transfer due to other reasonable circumstances provided such nonacceptance is in the best interest of the SICAR and its Limited Partners.

The purchaser must further declare in writing to the General Partner that it expressly adheres the provisions of the Agreement and the content of the Prospectus and the Subscription Agreement.

General Partner Units are freely transferable, provided that the transferee must be an Affiliate of the General Partner.

No Transfer of all or any part of all or any part of any Limited Partner Unit in any Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective:

(a) if the Transfer would result in a violation of any Luxembourg law or expose the SICAR or any Compartment to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the General Partner;

(b) if the Transfer would result in a violation of any term or condition of the Agreement or of the Prospectus;

(c) if the Transfer would result in the SICAR being required to register as an investment company under the US Investment Company Act; and

(d) unless it shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(A) such Transfer be approved ex ante by the General Partner, such approval not to be unreasonably withheld;

(B) the transferee represents in a form acceptable to the General Partner that such transferee is not a Prohibited Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and

(C) the transferee is not a Prohibited Person.

Art. 11. Redemption. The SICAR is a closed-ended investment company. Consequently, Units in the SICAR shall not be redeemable at the initiative of any Limited Partner.

Redemptions shall occur in accordance with the provisions of the Prospectus.

In the event an Investor ceases to be a Well-Informed Investor under the SICAR Law, the General Partner shall be entitled to compulsorily redeem the Units of such Investor at a price determined by the General Partner and as further mentioned in the Prospectus.

Other situations of compulsory redemption shall exist as may be determined in the Prospectus from time to time.

Art. 12. Commitments. Each prospective Investor shall execute a Subscription Agreement, containing, inter alia, the Commitment of the prospective Investor to subscribe for Limited Partners Units, which upon acceptance will be countersigned by the General Partner.

Each Limited Partner shall be required to pay such amount of its Commitment to the SICAR up to the amount of its Commitment. Commitments will be drawn down by the General Partner as needed to fund Investments or payments of expenses or other liabilities, within a time frame as mentioned in the Prospectus.

Art. 13. Default. If any Limited Partner that has made a Commitment to the SICAR fails at any time to pay the drawdown amounts due on the relevant payment date as indicated in the Drawdown Notice, the General Partner shall apply an interest charge on such amounts (the "Default Interest"), without further notice, at a rate as mentioned in the Prospectus.

In addition, other penalties shall apply as further mentioned in the Prospectus including the compulsory redemption of Interests of the Defaulting Limited Partner by the General Partner under the conditions as mentioned in the Prospectus. The General Partner may also bring any legal actions it may deem appropriate against the Defaulting Limited Partner based on breach of its Subscription Agreement.

The sanctions applied against Defaulting Limited Partners described above are not exclusive of any recourse that the General Partner may adopt in order to recover the unpaid amounts.

Art. 14. Valuation. The Net Asset Value per Unit within the relevant Compartment will be expressed in the currency of such Unit or in the reference currency and will be determined as of any Valuation Day as defined in the Prospectus, by dividing the net assets of the SICAR attributable to the relevant Compartment, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Compartment, on any such Valuation Day, by the number of Units then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Units may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner will determine.

The General Partner will ensure that the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (GAAP) shall be applied pertaining to the Net Asset Value determination of the SICAR and its Compartments.

If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Compartment are dealt in or quoted, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the Limited Partners and the SICAR, cancel the first valuation and carry out a second valuation for all applications received on the relevant Valuation Day.

The frequency and availability of the Net Asset Value calculation is detailed for each Compartment in the Prospectus.

The value of any assets will be determined as follows:

(1) Investments in unlisted Private Equity funds shall be valued at their last official and available net asset value, as reported by such funds or their agents, or at their last unofficial net asset value if more recent than their last official net asset value. The official or unofficial net asset value may be adjusted for subsequent capital calls and distributions and applicable redemption charges where appropriate. The GP shall adjust the net asset value or other valuation so provided where the Board considers such net asset valuation or other valuation information does not accurately reflect the fair value of the Fund's investment in such private equity fund. The Net Asset Value is final and binding notwithstanding that it may have been based on unofficial or estimated net asset values of the unlisted Private Equity funds.

(2) Investments in Private Equity funds listed on a stock exchange or dealt in another regulated market will be valued on the basis of the last available publicized stock exchange price or market value.

(3) Securities (debt, equity and structured financial instruments) which are not listed on a stock exchange nor dealt in on a Regulated Market are determined at the fair value based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith by the General Partner who may use valuation guidelines such as the International Private Equity and Venture Capital Investor ("IPEV") valuation guidelines, as amended, and as included in the Handbook of Professional Standards of the European Private Equity and Venture Capital Association ("EVCA"). The General Partner may apply other fair Valuation principles for the assets of the SICAR to the extent that, in its reasonable discretion, this is justified by circumstances or market conditions subject to such other fair valuation principles being applied on a consistent basis.

(4) Securities (debt, equity and structured financial instruments) which are listed or dealt in on a stock exchange or dealt in on a Regulated Market are based on the last available price on the stock exchange or the Regulated Market, which is normally the principal market for such securities.

(5) The value of any cash on hand or on deposit, money market instruments, bills, demand notes, accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(6) All other assets will be valued at Fair Value (juste valeur) or by any other reliable value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the General Partner.

Specific valuation rules may be described for certain categories of assets in the Prospectus.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency will be converted into the reference currency at rates last quoted by any major bank.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the Fair Value (Juste Valeur) of any asset of the SICAR.

The Net Asset Value per Unit of each Compartment may be obtained during business hours at the registered office of the SICAR.

The General Partner may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Unit of any Compartment:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the SICAR attributable to such Compartment from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the SICAR attributable to a Compartment quoted thereon; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the SICAR attributable to such Compartment would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Compartment; or

(d) when for any other reason the prices of any investments owned by the SICAR attributable to any Compartment cannot promptly or accurately be ascertained; or

(e) during any period when the SICAR is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Limited Partners Units of such Compartment or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Limited Partners Units cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or

(f) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the SICAR.

Any such suspension will be published, if appropriate, by the SICAR and will be notified to Investors having made an application for subscription and redemption of Limited Partners Units for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Compartment will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Unit, the issue and redemption of Limited Partners Units of any other Compartment.

Any request for subscription will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case Investors may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the SICAR, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Compartment, following the end of the period of suspension.

Chapter III. Management, Representation,

Art. 15. Management. The SICAR is managed by its General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus.

The Limited Partners shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Partners in general meetings.

The General Partner is vested with the broadest powers to act on behalf of the SICAR and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the SICAR's object. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of the Partners, fall within the competence of the General Partner.

The General Partner may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the SICAR and the representation of the SICAR for such daily management and affairs to any member or members of the General Partner or to any other person, who need not be a manager of the General Partner or a Limited Partner of the SICAR, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the General Partner shall determine.

The General Partner may also appoint investment manager(s) and/or investment advisors considered beneficial for the operation and management of the SICAR.

The General Partner and appointed service provider may be paid fees out of the assets of the SICAR as shall be further stipulated in the Prospectus.

The General Partner may not be revoked as General Partner unless it is revoked the license by the CSSF and / or is put into liquidation by its shareholders. In such circumstances the revocation of the existing General Partner and the appointment of a new general partner is subject to the prior approval of the CSSF and shall be decided by the general meeting requiring (i) an attendance quorum of 50% of the Commitments, (ii) the favorable vote of at least 75% of the votes validly cast at such meeting and the favorable vote of the General Partner. Class D Units shall not be calculated in the thresholds of the foregoing sentence. In case the quorum is not reached at a first general meeting, a second general meeting shall be convened using the same convening mechanism as used for the first meeting. At such second general meeting resolutions require no attendance quorum and they do require (i) a favorable vote of the majority of votes cast and (ii) the favorable vote of the General Partner.

In case of revocation of the General Partner, the revoked General Partner may not unreasonably withhold its consent to transfer all of its General Partner Units to the replacing general partner.

The General Partner may at its sole discretion launch additional Compartments or classes of Units, the offering terms and conditions of which will be described for each Compartment and Class in the Prospectus. In such case the General Manager shall arrange for an update of the Prospectus and inform Limited Partners thereof. The launch of additional Compartments is subject to the prior approval by the CSSF.

Art. 16. Representation. The SICAR will be bound towards third parties by the signature(s) of the duly authorised representative(s) of the General Partner, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the board of managers of the General Partner has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 17. Indemnification. To the fullest extent permitted by law, the SICAR shall indemnify and hold harmless its General Partner and the directors, officers and employees of such (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or not liquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the SICAR, including acting as a director of an investment entity or a portfolio fund, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being a director or officer of the General Partner.

An Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's fraud, bad faith, wilful misconduct, gross negligence, wilful and material breach of duty to the SICAR or wilful illegal acts provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reserved and for the avoidance of doubt, Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination.

The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnifying party with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis.

To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this article and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnifying person or insurer the such Indemnified Party shall account to the SICAR for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon.

The Indemnified Party shall obtain the written consent of the SICAR prior to entering into any compromise or settlement, which would result in an obligation of the SICAR to indemnify such Indemnified Party.

The above does also apply to any investment manager and the advisors of the SICAR.

Art. 18. Conflict of Interests. Conflicts of interest shall be addressed as set out more specifically in the Prospectus.

Art. 19. Incapacity of the General Partner. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the SICAR, the SICAR shall not be immediately dissolved and liquidated provided an administrator who needs not be a Limited Partner is appointed by the Investors or otherwise in accordance with Luxembourg law to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Partners is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) calendar days of his appointment.

At such general meeting, the Limited Partners may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of this Agreement, a successor manager/general partner. Failing such appointment, the SICAR shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager/general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

The General Partner may freely transfer its General Partner Interests to a third party subject to the provisions of applicable Luxembourg law, which third party subsequently shall become the new general partner of the SICAR. The General Partner will inform the other Limited Partners of such transfer duly in advance.

Art. 20. Audit. The business of the SICAR and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by a statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) appointed by the general meeting of Partners.

Chapter IV. General Meetings, Voting & Powers,

Art. 21. Meetings. The annual general meeting shall be held on the second Tuesday of June each year at 11.00 a.m. (Luxembourg time) at the registered office of the General Partner or at a place specified in the notice of meeting. If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the following Business Day. The General Partner may postpone the annual general meeting of Partners in case of urgent or compelling reasons, and must immediately inform the Limited Partners thereof by way of registered letter.

The first annual general meeting shall be held in 2015.

Other meetings will be held in accordance with the SICAR Law and the 1915 Law and as often as the General Partner considers necessary to consider issues which are required to be decided by the Limited Partners.

It is further permissible to convene meetings of Partners of one Compartment only for all matters that exclusively concern such Compartment. The terms and provisions applying to the general meetings of Partners, such as in relation to convening requirements, quorum and majority, shall apply mutatis mutandis to such meetings of Partners of one Compartment only.

General meetings of Partners shall be convened pursuant to a registered letter convening notice given sent by the General Partner to the recorded address of each Limited Partner setting forth the agenda and sent dated at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each Limited Partner at the Limited Partner's address recorded in the Limited Partners' register of the SICAR.

These notices will indicate the agenda of the meeting, the time and place of the meeting and any other important information as deemed necessary by the General Partner with view to the general meeting.

All resolutions of the general meeting require the approval by the General Partner.

The Financial Year shall be the calendar year. The first financial year will begin with the day of the Partnership's incorporation and end on December 31st, 2014.

Art. 22. Voting and Powers of the General Meeting. Any regularly constituted general meeting of the SICAR represents the entire body of the Partners.

With respect to a given decision and subject as stated otherwise herein decisions at general meetings of Partners will require (i) a simple majority of the votes cast, without quorum requirement, with each subscribed Unit having one vote and (ii) the consent of the General Partner.

It is further permissible to convene meetings of Partners of one Compartment only for all matters that exclusively concern such Compartment. The terms and provisions applying to the general meetings of Partners, such as in relation to convening requirements, quorum and majority, shall apply mutatis mutandis to such meetings of Partners of one Compartment only.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 23. Financial Year. The SICAR's financial year shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

The operations of the SICAR and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one authorized auditor (réviseur d'entreprises agréé), who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience, who shall carry out the duties prescribed by law and this Agreement, and who will be remunerated by the SICAR. This shall include, in particular, such auditor reviewing the accounting data related in the annual report of the SICAR.

Art. 24. Allocations. Allocations of profits and losses of the SICAR shall be made by the General Partner in accordance with the Prospectus, subject to applicable Luxembourg law.

Art. 25. Interim Distributions. The General Partner may decide to pay interim distributions on the basis of a statement of accounts prepared by the General Partner showing that sufficient funds are available for distribution.

The General Partner makes sure such interim distribution will only be made using available profits and reserves and not (i) render the Partnership insolvent or (ii) allow the minimum share capital to fall below EUR 1,000,000.00.

The provisions of the 1915 Law, if any, shall not apply to interim distributions of dividends.

Chapter VI. General provisions

Art. 26. Depositary. Once authorised as a SICAR, the General Partner acting on behalf of the SICAR will enter into a depositary agreement with an institution as Depositary, which shall satisfy the requirements of the SICAR Law and the AIFM Law.

In the event that the depositary agreement is terminated:

(a) the General Partner acting on behalf of the SICAR will use its best endeavours to appoint within two (2) months a new depositary who will assume the responsibilities, duties and obligations of the Depositary;

(b) the Depositary is under an obligation to deliver to the succeeding depositary (or procure such delivery), in bearer form or duly endorsed form for transfer, at the expense of the SICAR, all securities and all monies or other assets of the SICAR with or held by the Depositary pursuant to the law and the depositary agreement and all certified copies and other documents related thereto in the Depositary's possession which are valid and in force at the date of termination; and

(c) the Depositary is under an obligation to deliver to and, where appropriate, cause that vesting in the SICAR, at the expense of the SICAR, all documents and assets relating to the affairs of or belonging to the SICAR that are in the possession or control of the Depositary.

The Depositary shall carry out its duties in accordance with the AIFM Law and the SICAR Law.

Art. 27. Amendment of Agreement. Amendments to the Agreement may be made from time to time and proposed by the General Partner.

Any such amendment is subject to the prior approval of the CSSF and shall be decided by the general meeting of the Partners requiring (i) an attendance quorum of 50% of the existing capital, (ii) the favorable vote of at least 75% of the votes cast at such meeting, and (iii) the consent of the General Partner.

In case the quorum is not reached at a first general meeting of Partners a second meeting of Partners shall be convened using the same convening mechanism as used for the first meeting. At such second general meeting of Partners resolutions require no attendance quorum and a favorable vote of the majority of votes cast including the affirmative vote of the General Partner.

Chapter VII. Dissolution, Liquidation of the SICAR

Art. 28. Dissolution, Liquidation. The SICAR shall be dissolved upon one of the following circumstances:

- (i) its term being reached;
- (ii) the disposition of all of the Investments and the complete distribution of the proceeds therefrom in accordance with the provisions hereof;
- (iii) in the case of cessation of the functions of the General Partner or the Depositary, if they have not been replaced within two months after cessation;
- (iv) in the case of bankruptcy of the General Partner if it has not been replaced within two months after bankruptcy filings;
- (v) if the net assets of the SICAR have become less, over a period of more than six months, than a quarter of the legal minimum (i.e. EUR 1,000,000.-);
- (vi) if liquidation is ordered by a Luxembourg authority according to Luxembourg law; or
- (vii) upon a decision of the General Meeting to liquidate the SICAR, whereby such decision must be taken at a majority necessary to amend this Agreement as mentioned herein.

As from the occurrence of one or more of these circumstances, the issue, redemption and conversion of Units shall be forbidden.

The fact leading to the state of liquidation of the SICAR shall be notified to Partners without undue delay by the General Partner. This information shall be provided in writing to the concerned Partners.

Limited Partners cannot request the liquidation of the SICAR or one or several Compartments.

Upon the dissolution and liquidation of the SICAR, the General Partner (or any other liquidator appointed in accordance with the Agreement) will use its best efforts to dispose of all of the SICAR's remaining assets.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named, subject to the approval of the CSSF, by the general meeting pursuant to the SICAR Law. The Partners will also determine the remuneration and the powers, subject to the SICAR Law, of the liquidators.

At the end of the liquidation and redemption process of the SICAR, any amounts that have not been claimed by the Limited Partners will be paid into the Caisse de consignation, which keeps them available for the benefit of the relevant Limited Partners during the duration provided for by law.

Compartments are established for the duration of the SICAR, unless stated otherwise herein. The General Partner may liquidate or merge any Compartment at any time and will inform Partners of concerned Compartments in accordance with Luxembourg law.

Chapter VIII. Applicable law

Art. 29. Applicable Law. The rights, obligations and relationships of the Partners will be governed by the laws of Luxembourg.

In case of discrepancies between the provisions of the Prospectus and the Agreement the latter shall prevail.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the SICAR and shall end on the 31st of December 2014.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the entire capital as follows:

MPEP Luxembourg Management S.à r.l., prenamed, has subscribed to:

Four (4) General Partner Units, which shall be allocated to existing compartments as follows:

North America Compartment - 1 General Partner Unit

Europe Compartment - 1 General Partner Unit

Asia Compartment - 1 General Partner Unit

Secondaries Compartment - 1 General Partner Unit

The General Partner Units have been fully paid up by a contribution in cash of four Euro (EUR 4.-).

RWB Global Market Vintage 2011 / 2012 GmbH, prenamed, has subscribed to:

Thirty thousand nine hundred ninety-six (30,996) Class D Limited Partner Units, which shall be allocated to existing compartments as follows:

North America Compartment - 7,749 Class D Limited Partner Units

Europe Compartment - 7,749 Class D Limited Partner Units

Asia Compartment - 7,749 Class D Limited Partner Units

Secondaries Compartment - 7,749 Class D Limited Partner Units

The Limited Partner Units have been fully paid up by a contribution in cash of thirty thousand nine hundred ninety-six Euro (EUR 30,996.-).

The amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) is at the disposal of the SICAR, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the SICAR as a result of its organization, are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Resolutions of the general meeting of partners

Immediately after the incorporation of the SICAR, the Partners of the SICAR, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the SICAR is located at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

2. The following has been appointed as external auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Partners which shall deliberate on the annual accounts of the SICAR as at 31 December 2014:

Ernst & Young S.A., with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under Number 47.771.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties the present deed is worded in English only as is permitted under art. 3 of the SICAR Law.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: M. PETER, C. PFISTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 mai 2014. Relation: LAC/2014/21911. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. Mai 2014.

Référence de publication: 2014070860/554.

(140082595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.